

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

EURONAVAL :
INTERVIEW DU CHEF
D'ETAT-MAJOR DE LA MARINE

AFGHANISTAN

LA 27^E BIM
SE PREPARE

DOSSIER

MEDECINE EN
OPERATION
EXTERIEURE



ISSN 09159-309 F. 3,00 €

Élodie, 5 ans
(Créteil)
guérie d'une leucémie.

Pour nous, voici
le plus beau résultat
de la recherche
contre le cancer.

Aujourd'hui, on guérit 1 cancer sur 2. Demain nous irons encore plus loin.
EST FINANCIER ASSOCIATIF ET INDÉPENDANT DE LA RECHERCHE CONTRE LE CANCER

www.ligue-cancer.net

Tél. : 0 810 111 101



*par amour
de la vie*

Recherche - Aide aux malades - Information - Prévention - Dépistage

FORCES en action



Chars Leclerc

Derniers tirs d'entraînement avant le Liban

Le 3^e escadron de chars Leclerc du 1^{er}-2^e Régiment de chasseurs de Verdun vient de rejoindre la Force intermédiaire des Nations unies au Liban. Il y a quelques mois, les tankistes meusiens ont suivi cinq semaines d'entraînement intensif au camp de Canjuers, dans le Var, en vue de cette mission.

PAR YANN BRAND - PHOTOS | MARC GIROU



FORCES en action

*Dans cette ultime évaluation au tir, les tankistes
meusiens jouaient tout autant leur réputation de
professionnels que leur aptitude à être projetés en opération.*

Char Leclerc
balayant feu de son
cannon de 120 mm.





Rouge 1 : à partir de votre position, reconnaître la cote 255. Rouge 2 : depuis la cote 263, me renseigner sur toute activité dans votre secteur... » À bord des blindés, les équipages viennent de recevoir les ordres par radio. Le 3^e escadron de chars du 1^{er}-2^e Régiment de chasseurs (1^{er}-2^e RC) de Verdun entame la phase finale de cinq semaines d'entraînement interiel sur le plateau de Carjuers, dans le Val. En septembre, ils rejoindront la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). Concentré, chacun s'apprête à donner le meilleur de lui-même. Dans cette ultime évaluation au tir, les tankistes meusiens jouent autant leur réputation de professionnels que leur aptitude à être projetés en opération extérieure.

L'escadron au complet : trois pelotons, armés chacun par trois Leclerc équipés d'un canon de 120 mm et de deux mitrailleuses de calibres 12,7 mm et 7,62 mm, de trois véhicules blindés légers de reconnaissance (VBL), avec leur mitrailleuse de 7,62 mm, et d'un véhicule de l'avant blindé (VAB), doté d'un canon de 20 mm, utile contre les avions et les véhicules faiblement blindés. La journée a commencé aux aurores dans le camp, l'un des plus vastes d'Europe, avec ses 300 kilomètres carrés. Rassemblés devant les blindés, les soldats écoutent les instructions de l'adjudant-chef Gafel. « Devant vous, des cibles vont apparaître de façon aléatoire à des distances variées. Ils représentent des chars, des blindés, des véhicules légers ou des fantassins. Il vous appartient de sélectionner dans votre arsenal le type d'arme et le type d'engin à utiliser et de gérer votre consommation de munition. La séance comprendra une phase statique sur un pair de tir et une séance dynamique sur l'un des parcours du camp. Des questions ? - Serene, l'essentiel des tankistes reste muette. Fin du briefing. Les cavaliers du 3^e escadron rejoignent leurs engins et les préparent : graissage des cuisses, chargement des munitions, derniers réglages et vérifications.

Lancement, les tourelles batissent la plaine

La série caractéristique du démarrage d'un Leclerc retentit, suivie bientôt d'un vacarme assourdissant où se mêlent le bruit des diesels, le roulement des turbines et le cliquetis des chenilles. Les blindés gagnent leur position d'attente. Un peloton est désigné pour « ouvrir le feu ». Les Leclerc s'ébranlent, leurs 56 tonnes faisant tout trembler aux alentours. Ces engins dégagent une formidable impression de puissance. Le lieutenant-colonel Lapignie, chef du groupe d'escadron 2^e chasseurs, rappelle qu'au Liban il ne fa-

FORCES en action



*A la radio les ordres
pluvent. Il faut
toute l'expérience
des équipages pour
ne pas se noyer
dans le flot continu
des informations.*

Et-dessus. Les contrôleurs
débusquent par ordinateur
l'apparition des cibles,
qui se meuvent sur des rails
(cibles à gauche).
À droite, une VBL et deux VAB.
Les blindés se coordonnent
par radio pour effectuer
les tirs.





► On n'a pas le temps de se laisser griser ! - La menace existe, les hommes le savent. En 2006, le Hezbollah a détruit des Merkava [le char de combat israélien]. - Les blindés sont alignés sur le pas de tir. Derrière eux, dans la tour d'observation, les commandeurs du 1^{er} Régiment de chasseurs d'Afrique, qui ont pour mission de former les conducteurs et les tireurs sur tout type de chars, se tiennent prêts à piloter par ordinateur l'apparition des cibles. Ils comptabilisent les coups au but et le temps que les équipages auront mis pour « traiter » leurs objectifs. Les trappes des blindés sont fermées, et plus une âme ne montre le bout de son casque à moins de 50 mètres autour du pas de tir. Pas d'autre bruit que le tonnerrement lançant des turbines au ralenti. Lentement, les tourelles balaisent la piste, scrutant les moindres détails. Les 3 chars, le VAB et les 3 VBL du peloton se coordonnent pour faire face aux « assauts » de cet ennemi en carton-pâte.

Un état de stress proche de celui d'une opération réelle

Soudain, au loin, une cible se dresse, suivie aussitôt d'un coup de tonnerre. Une boule de feu aveuglante a jailli du canon d'un char. En un éclair, l'obus d'exercice a touché la cible. « But ! » s'écrie le trouf. Mais, déjà, une autre cible se dresse, plus près. À la radio, les ordres pleuvent, et il faut toute l'expérience de ces équipages pour ne pas se noyer dans le flot continu des informations. « Un char ennemi observé au carrefour 2, secteur droit, arrive sur le côté ! » Difficile de le distinguer, tant sa couleur se confond avec celle de la terre. « Secteur droit, 1 char, 1 500 mètres », poursuit le chef de peloton. « Détruisez ! », ordonne le commandeur-chef. Coup sur coup, deux détonations liaquent. Les voix se font plus fortes, plus pressantes : « Secteur gauche, 2 chars !, 2 chars ! » « Vu celui de droite ? » « Secteur gauche, 3 chars ! Je prends le plus près ! » Les hommes se trouvent maintenant dans un état de stress proche de celui d'une opération réelle.

De la tour d'observation, le lieutenant-colonel Lapignie annonce calmement : « But, but et but ! ». Les armes se sont tuées. Devant les équipages, un épais nuage de fumée grise se dissipe peu à peu. « La séquence a été "brutale", commente le lieutenant-colonel, et je suis très satisfait de la prestation du 3^e escadron. Les observations et les comptes-rendus sont rapides et les tirs précis. C'est bien. L'agressivité des pelotons est la marque d'une forte cohésion des équipages. Il nous reste maintenant à les évaluer sur le même genre d'exercice de nuit. Mais je sais déjà que cet escadron est prêt à accomplir sa prochaine mission en opération extérieure. » ■

Sommaire

N° 334

FORCES EN ACTION

- 4 Chars Leclerc : derniers tir d'entraînement avant le Liban
- 10 Progression en forêt faultrône
- 14 Rencontre : un rêve réalisé
- 16 Instantané

ENJEUX

- 18 Interview du chef d'état-major de la marine

FOCUS DÉFENSE

- 20 Rapées
- 22 Afghanistan : la 27^e BIM sur le départ
- 28 Allègement de Lucerne
- 30 La JAFD souffle ses dix bougies
- 32 Vigilance : un jour à Rosny
- 34 Europe : des Tchétchènes à Sainte-Lucie
- 38 La mémoire en images

DOSSIER

- 40 Médecine en OPEX

INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES

- 56 Le saint-exilé F

DÉTOURS CULTURE

- 58 Reportage : les soldats français en Afghanistan
- 62 Associations et agenda

PERSPECTIVES

- 64 Document
- 65 Histoire

EXOSQUE

- 66 Sélection



4 FORCES EN ACTION

Chars Leclerc : derniers tir d'entraînement avant le Liban

Il y a quelques mois, les tankistes du 7^e escadron de chars Leclerc de 1^{er} 2^e Régiment de chasseurs de Verdun ont suivi cinq semaines d'entraînement intensif au camp de Carpiers.



22 FOCUS DÉFENSE

Afghanistan : la 27^e BIM sur le départ

Point culminant d'une préparation de six mois, l'exercice "Alabaluk", a plongé la 27^e brigade d'infanterie de montagne dans le réalisme du terrain afghan avant leur projection à la mi-novembre.




40 DOSSIER

Médecine en Opération extérieure

Le Service de santé des armées existe depuis 300 ans. C'est l'occasion de se pencher sur son action sur les théâtres d'opérations. Une composante indispensable à la réussite de la mission.

ARMÉES D'AUTOCORRÈRE Directeur : Olivier de Lamoignon ; L. Josselin, Directeur de la rédaction ; Louis-François Vignat (Président D. Bouché, Chef de bureau de la rédaction) ; commentateur (20) N. Marty, Rédacteur en chef ; collaborateurs (sans D. Deshayes (21, ex 42 43 21), adjoint capitaine Marie L. Bouteiller (22 23), Secrétaire de rédaction (responsable) : Stéphane (27 28), Y. La Cour (29 30) ; Rédaction : contacts Opérations, analyses et débats : analyses (31) réseaux (jeunes) C. Bouché (32 33), Y. Bepko (34 35) ; A. La Cour (36 37) ; contacts Politique de la défense et géopolitique : rapport (jeunes) (38) Claude (39) (40) ; J. Fournier (41 42) ; A. Haute-Rouelle (43 44) ; contacts Défense et armées : Adrien (jeune) S. Pottier (45 46) ; C. Bouteiller (47), ingénieur (48) ; P. Fournier (49) ; contacts Économie de défense et technologies : Julien (jeune) A.L. Couquet (50 51), T. Béty (52 53), L. Vermeir (54 55) ; Perspectives stratégiques : J.-J. Aronoff, Service presse et relations chef (56) S. Ripette (57 58) S. Neveu (59 60), contact (jeune) C. Fournier (61) ; Directeur de publication : S. Couquet (21 22 23) ; Secteur diffusion : S. Couquet (24 25 26 27 28) ; Conception graphique : D. Gualerzi / Photographie / Alogis ; Impression : Outis ; Postage : CNP ; Comité éditorial et cours de constitution, Commission paritaire n°2017 5-00085, Dépot légal : février 2008 ; Délégation à l'information et à la communication de la défense - BP 32 - 95 440 Amiens - Internet : www.defense.gouv.fr ; Contact abonnements : (21) 32 71 23 59 ; Contact public (BOF) : F. Lecoq - (21) 32 71 23 59 ; Photo : Shutterstock - 28

FORCES en action



Patrouille du 2^e Régiment d'infanterie de marine.
Un avion de surveillance de la marine a signalé un site
d'implantation illégal. Dans le jungle, il faut compter
plusieurs heures de marche pour 5 kilomètres.

Progression

en forêt équatoriale

En Guyane française, des militaires d'un poste de contrôle fluvial à la frontière avec le Surinam s'apprentent à aller reconnaître un site d'orpaillage illégal. Au programme, six heures de marche au cœur de la jungle. Un environnement hostile où le moindre bobo peut dégénérer très vite. Les communications sont difficiles à établir et le transport d'un blessé ne peut se faire qu'à pied.

PAR ANNE LISE LECOQUET. PHOTOS : BRUNO BIASUTTO

FORCES en action

« Mon lieutenant, la végétation est moins dense, ici, le téléphone satellitaire passe », annonce le transmetteur. Le chef de patrouille fait envoyer un message à la base.





Demain, départ à 6 h 30 pour une mission de reconnaissance en profondeur. Durée six heures. Faites vos sacs et vérifiez votre armement. Le lieutenant Frédéric Baudart, chef de section au 2^e Régiment d'infanterie de marine, donne ses dernières consignes. La jungle ne tolère pas l'improvisation, même pour une mission d'une demi-journée. À l'aube, les douze hommes de la patrouille vérifient leur équipement consciencieusement. Le fusil, le coupe-coupe, qui sera porté au ceinturon, et, dans le sac à dos, le ration de combat et – indispensables dans la forêt tropicale – le hamac et la bâche pour se protéger de la pluie, en cas de bivouac. De quoi tenir vingt-quatre heures si la mission l'exige... Toujours présent dans ce genre de patrouille, l'auxiliaire sanitaire, apporte un soin tout particulier à la vérification de son sac. Il aura le charge de surveiller ses camarades et d'intervenir au moindre « bobo ». Dans la jungle, la moindre égratignure peut devenir grave. Avec un taux d'humidité de l'air ambiant de 90 %, des plaies bénignes en Métropole dégénèrent vite sous ces latitudes.

La mission ? Un Atlantique 2 (avion de surveillance de la mer) a transmis des informations sur un site d'opallage illégal à 5 km de « Chantal », un point de contrôle sur le fleuve Maroni, à la frontière avec le Surinam. La patrouille doit vérifier si le site est encore en activité. Le jour vient de se lever quand la proue de la patrouille quitte Chantal. Après une heure de navigation, le pilote coupe le moteur avant d'accoster la berge. Accueillie par les cris stridents des singes hurleurs, les militaires débarquent. Ils pénètrent dans la mangrove et débouchent sur une piste étroite et boueuse, probablement tracée par les opalleurs. À cet instant, les soldats se sentent « en ambiance tactique », comme ils disent : silence, discrétion et concentration sur l'objectif à atteindre.

« Maintenant, baissez vos manches de treille ! », ordonne le chef de groupe. Une mesure de protection qui paraît anodine, mais qui évite un danger permanent dans la jungle. Très marécageuse, la forêt équatoriale pulule de moustiques, mygales, serpents-lanés et d'insectes peu sympathiques. L'un de ces derniers est porteur d'un parasite entraînant une infection cutanée, la leishmaniose. Une simple piqûre de l'insecte provoque des plaies qui laissent des cicatrices à vie. Ces précautions prises, la marche dans la jungle peut commencer. « Comptons trois heures de crapahutage pour parcourir les cinq kilomètres qui nous séparent de l'objectif, alors en avant ! », lance le lieutenant.

Coupe-coupe à la main, les soldats progressent en colonne, lentement. Chaque pas demande une extrême attention : faire attention aux serpents suspendus à hauteur d'homme, prendre garde aux énormes racines et éviter toute chute, qui risquerait d'entraîner une blessure légère ou une piqûre de scorpion. En cas de fracture ou de morsure de serpent venimeux, c'est sur un brancard de fortune ou à dos d'homme que le blessé sera transporté au camp, avant d'être, éventuellement, évacué par hélicoptère. Sans compter que, dans la jungle, les communications, même par satellite, sont parfois difficiles à établir en raison de la densité de la végétation.

Soudain, l'homme de tête crie : « Mouches-à-fu, mouche-à-fu ! ». En faisant un essai, il a réveillé une centaine de ces insectes au dard acéré. Leur piqûre provoque une douleur semblable à une brûlure et peut, en cas d'allergie, entraîner des œdèmes. La colonne réagit aussitôt, mais quelques hommes se sont fait piquer. Le calme revenu, la patrouille fait une pause. Trempés des pieds à la tête par la sueur et l'humidité ambiante, les hommes du lieutenant Baudart en profitent pour poser leur sac quelques instants et se réhydrater.

Paysage lunaire

La lente progression de la colonne reprend jusqu'à ce qu'un cours d'eau coupe la piste. Une passerelle en bois instable et glissante a été jetée en travers à la va-vite, sans doute par des opalleurs clandestins. Un par un, les hommes s'engagent avec précaution : pas question de courir. Après deux heures et demie de marche harassante, la patrouille s'arrête à nouveau. « Mon lieutenant, la végétation est moins dense, ici, le téléphone satellite passe », annonce le transmetteur. Le chef de la patrouille fait envoyer un compte-rendu à Chantal, le poste de contrôle. « Nous nous trouvons à 2 kilomètres épp de l'objectif. RAS. Arrivée sur zone estimée à 30 minutes. « De l'eau jusqu'aux genoux parfois, les rangers abouffés par une boue collante, la patrouille s'approche doucement du site des opalleurs. La cacopie, qui agit comme une serre, rend la chaleur écrasante. Enfin, au sommet d'une côte, le groupe s'immobilise pour découvrir un paysage lunaire. La forêt a été débouée sur une aire très vaste. Les clandestins sont partis depuis plusieurs jours, emportant tout leur matériel.

Malgré la fatigue, la patrouille doit se remobiliser : une pause repas rapide, et il faut retourner à Chantal par la même piste. Avant la nuit, de préférence !

Sylvain Rivière travaille aux espaces verts pour la mairie de Paris. Après quatre ans de réserve, ce nostalgique du service militaire à «déchoué» une opex en Côte d'Ivoire. Et espère bien renouveler cette expérience.

Le rêve réalisé

Un salut franc, il se présente : «Caporal Rivière Sylvain, 6/12 Régiment de cuirassiers !». Ses mains tendues ont frappé vigoureusement la jambe de son pantalon. Le regard fixe, droit comme un «i», le caporal Rivière appartient au 2^e escadron de son régiment, l'unité d'intervention de réserve du 6/12.

À 39 ans, et après quatre ans de réserve, Sylvain réalise un rêve : partir comme militaire en opération extérieure (opex). «C'est la première fois. J'ai toujours voulu partir en opex. J'ai posé ma candidature et, quelque temps après, on m'annonçait que je partais en République de Côte d'Ivoire. J'ai demandé à mon employeur d'être détaché pour cette mission. Il a accepté, et me voilà, absolument ravi d'être ici.» Ici, il est, depuis le 12 juin dernier, conducteur de véhicule léger tout-terrain (P4) au sein du 2^e Escadron d'éclairage et d'investigation (2^e EEI), unité affectée au renseignement dans l'opération Licorne.

«Dans la vraie vie, je suis employé de la municipalité de Paris aux espaces verts.» Et à la question «Que peut bien venir chercher un employé municipal sur la terre rouge ivoirienne ?», le caporal répond sans détour : «La rigueur militaire. Ancien appelé – durant les années 91-02, il est affecté au 1^{er} groupe de chasseurs mécanisés de Reims (Marne), dissout depuis –, le caporal est nostalgique de ses mois de conscription. «La rigueur militaire, l'esprit de corps et de camaraderie que j'ai découverts pendant mon

service militaire me manquent beaucoup dans mon travail aujourd'hui. Partir en opex, c'est retrouver tout cela, mais également concilier l'instruction que j'ai reçue au sein de mon régiment à Orléans. Participer à la reconstruction d'un pays, au réajustement de la France à l'étranger, au maintien de la paix et apporter de l'aide aux populations locales, c'est une expérience vraiment exceptionnelle.»

Un détail vient ajouter à sa joie de renouer avec ses souvenirs de conscript : «Pendant mon service, j'étais le chauffeur du commandant de compagnie. Aujourd'hui, je conduis une P4 du 2^e EEI.

tout simplement. Il s'est parfaitement intégré au groupe, et il fait du super boulot. Il est très motivé, toujours content d'y aller.» Et le caporal de préciser : «À près de 40 ans, je n'ai pas la condition physique d'un jeune de 20 ans.»

Elle était chère, cette place en opex, pour le caporal Rivière. À Orléans, il y a deux ans, l'escadron créé en 1998 n'avait pas encore reçu l'aval de son chef de corps pour partir en opex. Qu'à cela ne tienne, à coups de missions Vigirite et de stages au centre d'entraînement au combat (Centac) de Mully (Aube), les gens du 2^e escadron ont vite fait leurs preuves.

Ses camarades ont une vingtaine d'années,

lui en a plus du double... Les jeunes engagés écoutent,

captivés, ses récits d'un autre temps.

Donc, toujours dans son domaine de prédilection ?

Bien sûr, les choses ont changé en dix-sept ans. Ses camarades ont toujours une vingtaine d'années, mais lui en a maintenant le double. Un fier à son intégration dans le groupe ? Au contraire, les jeunes engagés écoutent, captivés, ses récits d'un autre temps. «La présence de Sylvain est une aubaine, confie le sergent-chef Danes, chef de la patrouille. C'est un enrichissement réciproque, pour lui et pour nous. Il nous apporte son expérience d'ancien conducteur, et de la vie,

Aujourd'hui, trois réservistes du régiment sont projetés sur le théâtre ivoirien. Et demain ? «Je quitte le théâtre à la fin octobre, à l'issue des quatre mois effectués en opération extérieure. J'espère repaître très vite et revenir en République de Côte d'Ivoire où, pourquoi pas, être projeté sur un autre théâtre, comme l'Afghanistan ou le Liban.»

Quelle que soit sa prochaine destination, nul doute que le caporal Rivière fera, à sa manière discrète, honneur à son régiment et à la communauté des réservistes. ■

Myriam Claude

> rencontre



Le capitaine Thierry
au volant de sa
-P4-, dans
laquelle il conduit
les gens du 2^e Escadron
d'entrainement
et d'investigation.

FORCES en action

CARINE BOBERA

PAKISTAN : SAISIE D'ARMES D'AL-QAÏDA

Dans Adami Khel, un village du Nord-Est du Pakistan. Des soldats de l'armée pakistanaise inspectent des armes saisies lors d'une opération militaire menée contre des talibans le 29 septembre. Celle-ci fait suite à la grande offensive lancée en août contre Al-Qaïda et des insurgés talibans opérant dans cette zone. «L'armée d'Islamabad est capable de réprimer les éléments militants actifs le long de sa frontière avec l'Afghanistan», a déclaré le président pakistanais, Asif Ali Zardari, qui a par ailleurs exhorté l'armée américaine à ne pas effectuer d'inursions sur son territoire.

UKRAÏNE : MANŒVRES ET TENSIONS

Un MiG-29 ukrainien participe à des exercices militaires, non loin de Rivne, dans le Nord-Ouest du pays. Le président de la République d'Ukraine, Viktor Iouchtchenko, a assisté à une série d'exercices auxquels participaient trois mille soldats, des chars, des avions de combat ainsi que des hélicoptères. Ces manœuvres se sont déroulées dans un climat de tension avec la Russie. Kiev a exclu, le 24 septembre, toute prolongation du stationnement de la flotte russe dans les eaux ukrainiennes après 2017, alors que Moscou veut maintenir sa flotte face à la République autonome de Crimée au-delà de cette échéance.

APACHE EN CORÉE DU SUD

Un hélicoptère d'attaque AH-64 Apache de l'armée américaine participe à un exercice militaire destiné à préparer la défense sud-coréenne contre une éventuelle action de la Corée du Nord. Les deux pays, dont les relations sont actuellement au plus bas, ont accepté de reprendre des pourparlers au niveau militaire, le 2 octobre dernier. Il s'agit du premier contact intercoréen dans ce domaine depuis l'accession au pouvoir du président sud-coréen Lee Myung-Bak, en février dernier. Les deux voisins sont officiellement en état de guerre depuis le conflit de 1950-1953.

LES CHINOIS REVIENNENT SUR TERRE

Le vaisseau spatial Shenzhou VIII a ramené sur terre ses trois astronautes chinois, dimanche 28 septembre. Les «talonnateurs» ont mené à bien une mission historique, puisque, pour la première fois, un astronaute chinois est sorti dans l'espace. La Chine devient ainsi le troisième pays à avoir accompli cette prouesse technologique, après les États-Unis et l'ex-URSS. La sortie s'est déroulée lors du troisième vol spatial habité chinois. Cette performance doit, à terme, permettre à la Chine de procéder à la mise en orbite de sa première station permanente. Pékin pourrait tenter d'envoyer un homme sur la Lune avant la fin de la décennie.





ARMADA ESPAÑOLA / AFP



AFP



Amiral Pierre-François Forissier, chef d'état-major de la marine

« Notre qualité de vie et le niveau de notre économie sont extrêmement dépendants de ce qui se passe en mer »

Le salon Euronaval aura lieu fin octobre, au Bourget. L'amiral Forissier revient sur l'importance de cette manifestation pour la France et sur la réforme de la marine...

Que représente Euronaval pour la marine ?

Ce salon est avant tout un grand rendez-vous international, où le savoir-faire français est à l'honneur. La marine, en tant qu'utilisateur principal de la plupart de ces équipements, est heureuse de pouvoir témoigner de leur qualité. En outre, il est de notre intérêt que d'autres marines acquièrent et utilisent des équipements similaires aux nôtres. Tout en renforçant notre interoperabilité, cela nous offre des synergies possibles en matière de formation, de soutien logistique. Je pense aux marines européennes mais cela concerne bien évidemment d'autres partenaires. Enfin, le salon représente pour moi une occasion privilégiée de rencontre et d'échange avec mes homologues sur le sol français.

En quoi le Livre blanc peut influencer l'édition 2008 du salon ?

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale intéresse avant tout la France, mais également nos partenaires étrangers. Il leur apporte une meilleure connaissance des intérêts, de la perception des menaces et de l'ambition politique de la France. Il est par ailleurs le premier à prendre en compte à la fois la sécurité et la défense. Cette approche plus globale permet de mieux appréhender les enjeux maritimes. Je suis convaincu que lors des discussions entre nos marines et leurs partenaires étrangers visitant Euronaval, le Livre blanc sera un sujet récurrent.

Qu'attendez-vous de la prochaine loi de programmation militaire ?

Elle devra traduire en actions concrètes les orientations du Livre blanc. Cela-ci a



fini la cible en nombre de bateaux dont la marine devra disposer. La marine attend donc que cette loi de programmation fixe notamment le taux de renouvellement de nos bâtiments qui vieillissent.

Quelles sont vos priorités pour les années à venir ?

Ma priorité est clairement établie : maintenir la marine à son niveau opérationnel, avec en toile de fond les restructurations résultant de la mise en œuvre du Livre blanc et de la Révision générale des politiques publiques. Nous le savons, ces restructurations auront un impact majeur sur le personnel. Je pense qu'il faut les voir comme un moyen d'anticiper et de faire face à une nouvelle donne : la raréfaction de la ressource humaine. La situation démographique de la France est certes la « moins mauvaise » de tous les pays européens. Mais nous serons de plus en plus confrontés aux conséquences de la mobilité de la population.

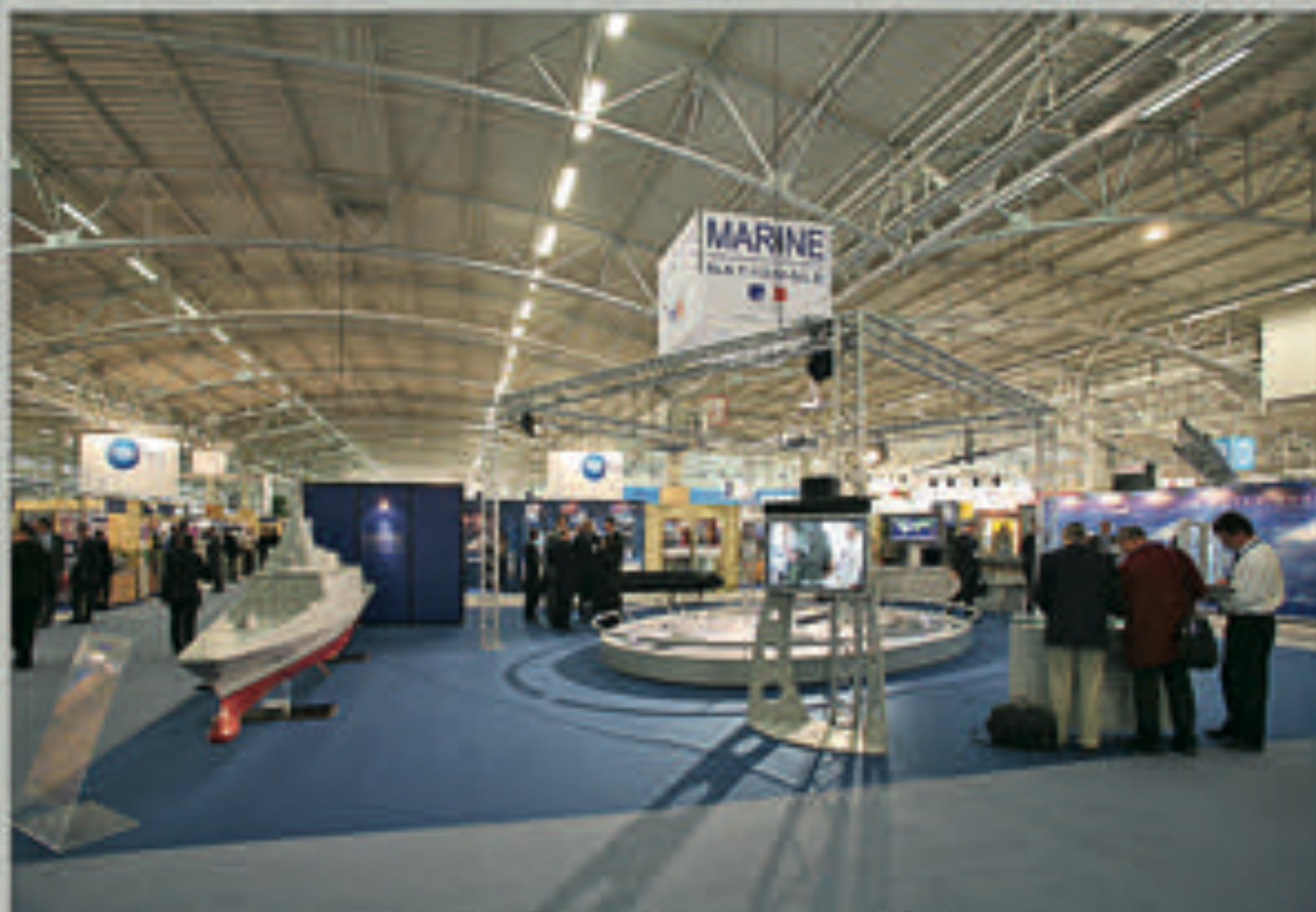
Les jeunes Français se considèrent, à juste titre, Européens, il faut s'attendre à ce qu'ils partent de plus en plus travailler dans les pays voisins. Cela diminuera d'autant le nombre d'hommes et de femmes susceptibles de s'engager dans nos armées. Nous ne pourrions pas aller contre ce phénomène, c'est pourquoi notre challenge et notre travail quotidien pour les années à venir, c'est bien de maintenir l'efficacité opérationnelle de la marine dans un format humain réduit. Et cela repose avant tout sur la qualité des personnels. Disposer d'excellents équipements, s'ils sont mal servis, ne sert à rien. Notre culture militaire et notre esprit de marin doivent au contraire nous permettre de pallier les lacunes occasionnelles de nos capacités navales par la qualité des hommes et des femmes qui les servent.

Cela veut-il dire que les formations doivent être de plus en plus exigeantes ?

Elles le sont déjà suffisamment. Il s'agit plutôt d'employer au mieux notre personnel. En ce domaine, une de mes préoccupations réelles est le maintien de nos savoir-faire et de nos compétences. Cela relève d'une délicate alchimie entre formation, entraînement, opérations afin de mettre en œuvre en sécurité les capacités navales existantes et de se préparer à celles de demain.

**Quelle est l'incidence, pour la marine, de la hausse du prix du pétrole ?
Risque-t-elle le début sur la généralisation des systèmes de propulsion nucléaire ?**

Le coût de l'énergie est un problème global qui nous concerne tous, et en particulier le monde maritime, car les



Euronaval, une visite internationale pour la marine nationale.

navires sont d'importants consommateurs de pétrole. Le renchérissement de l'énergie est un fait acquis. C'est pourquoi j'ai invité les marins à réfléchir à l'après-pétrole, parce que la durée de vie moyenne de nos bâtiments est d'une quarantaine d'années et qu'il est difficile de faire une prospective à 40 ans sur ce sujet. Cependant, nous ne devons écarter aucune alternative.

Au vu de l'importance des réserves de charbon, doit-on s'interdire de réfléchir à son utilisation ? Pourquoi n'étudierions-nous pas l'énergie solaire ou éolienne pour produire l'électricité nécessaire à nos navires ? On ne peut exclure d'emblée de recourir un jour au « nucléaire bona fide ». Cependant, notre expérience en systèmes de propulsion nucléaire sur des bâtiments très spécialisés tels les sous-marins nous rend prudents. La propulsion nucléaire est chère

et compliquée. Elle nécessite de très lourds investissements, en amont, pour la sûreté et la formation du personnel, en aval pour le démantèlement des bâtiments.

Comment réagissez-vous face aux actes de piraterie récents ?

La mer est un milieu global. Or un diplo-

matte ne peut pas concentrer tous ses efforts sur tel ou tel point uniquement en réaction à l'actualité. La sécurité maritime ne se résume pas à la seule lutte contre la piraterie. De surcroît, la piraterie n'est pas une nouveauté, il y a toujours eu des pirates et ce fléau est loin de disparaître.

Pour conclure, qu'est-ce qui vous tient particulièrement à cœur aujourd'hui ?

Je suis convaincu que notre qualité de vie et le niveau de notre économie sont extrêmement dépendants de ce qui se passe en mer. Il n'y aura pas de sécurité et donc de prospérité pour nos sociétés à terre, si nous n'avons pas de sécurité maritime performante. La sécurité maritime n'est pas en concurrence avec la sécurité à terre, elle en est un complément indispensable. Ce qui me tient particulièrement à cœur aujourd'hui, c'est qu'à l'heure de la mondialisation, mes compatriotes soient convaincus de cette complémentarité.

Propos recueillis par Myriam Claude

« Le salon Euronaval est l'occasion de mettre en valeur le savoir-faire français dans les domaines technique et industriel. Il reste aussi un espace de rayonnement pour la France. »

sité de sécurité maritime globale ne peut pas être française, européenne ou américaine, il doit être mondial. C'est pourquoi, après les derniers incidents de piraterie, le président de la République a pris des initiatives impliquant notamment l'Onu et l'Union Européenne. Certes, la piraterie est le sujet d'actualité. Mais nous ne devons

FOCUS défense

STÉPHANE PRODURE ET ANNE-LISE LLOUQUET

Les crédits de la Défense en progression

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a présenté, le 26 septembre, le projet de budget du ministère pour 2009. Pour permettre la mise en œuvre de la stratégie de défense et de sécurité nationale définie par le Livre blanc, les crédits de la Défense augmenteront de plus de 3 % par rapport au budget précédent, pour atteindre 32 milliards d'euros. Priorité est

donnée à l'équipement des forces (17 milliards), à la recherche et au développement (3,7 milliards, soit 10 % de l'effort national) et au préfinancement des opérations extérieures (510 millions, soit une augmentation de 50 millions par rapport à 2008). Avec 22 000 postes renouvelés en 2009, la Défense reste l'un des premiers recruteurs de France.

Le Parlement vote pour le maintien des forces françaises en Afghanistan

Députés et sénateurs se sont prononcés, le 22 septembre, en faveur de la prolongation de l'intervention des forces armées françaises en Afghanistan. Avant le débat qui a précédé le vote, le Premier ministre, François Fillon, a rendu hommage aux dix soldats français décédés sur le sol

afghan, le 18 août. Il a annoncé l'envoi prochain de moyens supplémentaires pour renforcer l'aéronavale, le renseignement et l'appui (hélicoptères, drones et mortiers) et d'une centaine d'hommes. Ils rejoindront les quelque 3 300 militaires français déployés actuellement sur le théâtre afghan.



Le général Petraeus à Paris

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, a reçu à Paris, le 25 septembre, le général américain David Petraeus. Ex-commandant en chef des forces de la coalition en Irak, il doit prendre le commandement interarmées des opérations militaires au Moyen-Orient et en Asie centrale (US Central Command). Anciens camarades de promotion au « Command

and general staff college » de l'US Army, à Fort Leavenworth (Kansas), ils ont échangé notamment leurs analyses stratégiques sur les opérations conduites en Afghanistan et sur la lutte contre la piraterie dans l'océan Indien. Le général Petraeus s'est entretenu, le lendemain, avec Hervé Morin, ministre de la Défense, et avec le général Erick Haskora, chef d'état-major de l'armée de terre.

Assistance humanitaire en faveur d'Haïti

Le Francis Garnier, bâtiment de transport léger de la marine basé à Fort-de-France, en Martinique, est arrivé le 21 septembre à Port-au-Prince. Il a débarqué dans la capitale haïtienne près de 150 tonnes d'aide humanitaire. La cargaison a été déchargée sous la protection de casques bleus jordaniens de la Mission des Nations unies pour

la stabilisation en Haïti (Minustah). Les Croix-Rouge française et haïtienne se sont chargées de distribuer l'aide, constituée de dons des populations martiniquaise et guadeloupéenne et de stocks de secours prépositionnés en Martinique, auprès de 10 000 personnes des régions de l'île après le passage des cyclones.

Deauville : des projets concrets pour la Défense européenne

Lors d'un Conseil informel, les 1^{er} et 2 octobre 2008 à Deauville, les ministres européens de la Défense ont abordé des projets concrets afin de renforcer la coopération de Défense des 27. Un équivalent militaire du programme européen universitaire « Erasmus » a été proposé par la France.

La création d'une flotte de transport aérien, d'un groupement aérien ou l'étude de futurs satellites d'observation ont également été discutés à Deauville. Ces projets seront formalisés le 10 novembre 2008 à Bruxelles, lors de la prochaine réunion des ministres européens de la Défense.

Jean-Marie Bockel au Kosovo

Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants s'est rendu au Kosovo le 29 août pour rencontrer les autorités politiques du pays à l'occasion de la passation de commandement de la Kfor (Force de l'Otan au Kosovo). Il a transmis au président du Kosovo, Fatmir Sejdu et au Premier ministre, Hashim Thaçi, un message de soutien de la France au

gouvernement et à la population kosovare, attachée à la présence de la Kfor, dont la mission est de rétablir la confiance et d'assurer la sécurité de l'État, indépendant depuis le 17 février dernier. À sa demande, Jean-Marie Bockel a aussi rencontré Rada Trajkovic, vice-présidente du Conseil national serbe du Kosovo, pour l'assurer de l'engagement de la France à soutenir toutes les communautés du pays.



Géorgie : 200 observateurs de l'Union européenne déployés

Conformément aux accords du 12 août négociés par le chef de l'État français Nicolas Sarkozy et le président russe Dimitri Medvedev, 200 observateurs issus de 27 États membres de l'Union européenne, ont débuté des patrouilles, le 1^{er} octobre, en Géorgie. 30 observateurs français font partie de la mission chargée de garantir le

cessez-le-feu et le départ des soldats russes entrés dans cette république du Caucase en août dernier. Le haut représentant européen pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), Javier Solana, a déclaré lors du Conseil informel des ministres de la Défense à Deauville, que la mission avait « très bien commencé ».

Au secours du « Carré d'As »

Les forces françaises ont libéré un couple de Français retenu 14 jours à bord du voilier Carré d'As par des pirates somaliens. Ordonnée par le président de la République, l'action a mobilisé un avion de patrouille maritime et une trentaine de commandos marins engagés depuis la frégate Courbet.

L'opération, menée dans la nuit du 15 au 16 septembre, n'a duré qu'une dizaine de minutes. Elle a fait un mort parmi les pirates et a permis l'arrestation de six d'entre eux. Le voilier, escorté par le Courbet, avec à son bord les Français saufs et sains, a ensuite fait route vers Djibouti. Les six pirates, transférés à Paris ont été mis en examen et écroués.

En comparant la carte d'état-major de la région de Kapisa, au nord-est de Kaboul, avec celle de notre zone d'exercice dans les Alpes, cela m'a sauté aux yeux», confie un capitaine de l'état-major de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (27^e BIM). Altitude, dénivelés, superficie, la ressemblance est surprenante, et exception faite de la végétation plus dense ici, c'est l'Afghanistan, comme si on y était.

Pendant plusieurs semaines, l'officier et son équipe ont préparé dans le détail l'ossature de l'exercice qui s'est déroulé du 22 septembre au 3 octobre 2008.

Baptisé symboliquement « Jalalabad », du nom d'une cité de l'Est afghan, l'exercice constitue la phase finale d'une préparation entamée six mois plus tôt par les chasseurs alpins qui relèveront à la mi-novembre une partie des soldats français déployés au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). « Il a valeur de « validation avant projection », précise le capitaine, le but étant de mettre en situation les militaires de la 27^e BIM, sur un terrain aussi proche que possible du théâtre afghan, pour qu'ils puissent mettre en pratique leurs savoir-faire.

Pour recréer un environnement réaliste, les

Point culminant d'une préparation de six mois, l'exercice « Jalalabad », a plongé la 27^e brigade d'infanterie de montagne dans le réalisme du terrain afghan. Reliefs, embuscades, connaissance de la population : aucun enseignement n'a été épargné aux alpins avant leur projection à la mi-novembre.

Afghanistan : la



concepteurs de « Jalalabad » se sont appuyés sur le Retour d'expérience (Retex) des unités précédemment projetées et notamment ceux ayant servi dans les OMLT (Operational Mentoring Liaison Team), auprès des unités afghanes. Grâce aux précieuses informations recueillies, les modes d'action des talibans ont pu être reproduits par la section simulant l'ennemi.

Durant dix jours, habillés à la façon afghane, ces hommes sont restés sur une hauteur dans un camp improvisé, depuis lequel ils ont mené des opérations contre les troupes de la 27^e BIM. « Nous avons fini par connaître notre zone par cœur, ce qui nous ren-



Prêts à se lancer à la préparation individuelle et collective.

dit très mobile », explique le chef de section.

« Les soldats participant à « Jalalabad » se sont entraînés dur, 24h/24 », confie un des officiers en charge de l'exercice. Tout le panel des missions qui les attend leur a été proposé : contrôle de zones, opérations de reconnaissance, détection et neutralisation d'engins explosifs improvisés, réaction face à des attaques ou des embuscades. Un centre opérationnel similaire à ceux à l'œuvre en Afghanistan a même été recréé pour que les acteurs de l'exercice aient à leur disposition les outils de communication qu'ils retrouveront sur le théâtre.

La 27^e BIM sur le départ



Une préparation spécifique « Afghanistan » de 6 mois

Comme pour toute unité projetée en opération extérieure, les soldats de la 2^e BIM ont bénéficié d'une préparation opérationnelle de six mois, appelée mise en condition avant projection (MCP). Ils ont amélioré leur connaissance du théâtre d'opérations par des présentations sur la spécificité géographique et culturelle du pays : leurs savoir-faire tactiques et techniques dans des camps d'entraînement et au sein même des unités : instruction sur le liv, combat, transmissions, génie, IED, secourisme ; leur rusticité aussi : activités physiques militaires (parcours d'obstacles), marche en montagne jour et nuit... Certains soldats ont participé à des stages spécifiques, notamment les brancardiers-secouristes auprès de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, les sauveteurs de l'axant (médecins et infirmiers) au Centre d'Instruction aux Techniques de Réanimation de l'axant (CITERA) de l'hôpital Desgenettes à Lyon, les opérateurs-radio en anglais opérationnel Otan ou les pilotes de véhicules blindés.



Une attention toute particulière a été portée à la prise en charge des blessés. De nombreux scénarios ont permis de répéter encore et encore les gestes et les procédures qui sauvent : pose d'un garrot, bilan complet des blessures, brancardage jusqu'à une zone de repli, message radio d'évacuation sanitaire par voie routière ou hélicoptère... « Il a fallu former tout le monde à un haut niveau de secourisme. Car au combat, chacun doit être capable d'effectuer les bons gestes au bon moment, pour permettre de maintenir en vie un blessé jusqu'à son évacuation », insiste le médecin en chef Fabien Cardinale du 2^e Bataillon de chasseurs alpins. Par exemple, sous le feu de l'ennemi, on privilégiera un garrot à un point de compression manuel. Simplement parce qu'un soldat ne peut pas se servir de son arme et s'occuper en même temps d'un blessé.

Au-delà des scénarios de combat, l'exercice « Jalalabad » visait aussi à instruire les militaires sur la façon d'aborder leur relation avec la population. « Les chefs de groupe ont appris par exemple à tenir

compte des demandes de la population tout en s'adaptant à leurs coutumes. Ainsi prendre le temps de discuter autour d'un thé avec un Males [chef de village], est une marque de respect appréciée, dira le capitaine Bruno Espère du 2^e régiment étranger de génie. « Les Afghans demandent fréquemment assistance aux forces françaises dans la région de Kapisa pour des opérations de déminage, de soutien sanitaire, etc. Ces actions concrètes ont un effet très positif sur le regard que nous portent les Afghans et permettent de gagner pas à pas la confiance des gens. »

Pas de droit à l'erreur

Pour juger du niveau des unités participant à l'exercice, des militaires appartenant également à la 2^e BIM ont évalué les réactions des unités (groupes, sections, compagnies) face aux différentes missions et incidents auxquels elles étaient soumises. « En cas de mauvais choix ou d'erreur, nous avons laissé le scénario aller jusqu'au bout pour que chacun prenne conscience des conséquences de telle ou telle action, explique le

*Altitude, dénivellés, superficie, la ressemblance
est surprenante, et exception faite de la végétation
plus dense ici : c'est l'Afghanistan comme si on y était !*



Entraînement à l'évacuation
sanitaire par hélicoptère.

Observation, après action par le
hélicoptère, de la zone d'opération.
Le 10^e C.A.M. est en phase de
départ.

REVUE D'ÉTUDES

Vous aspirez à intégrer le Collège Interarmées de Défense ?

Vous êtes
• Officier

Vous souhaitez réaliser une excellente
préparation avec l'organisme officiel
reconnu par le ministère de la Défense...

La Revue d'Études vous propose
une préparation assurée.

Revue d'Études, 20 rue de l'Écluse 75008 Paris
www.revue-etudes.fr • Tél. 0825 800 735

REVUE D'ÉTUDES

Vous préparez un concours ou un examen nécessitant de la culture générale ?

Revue d'Études,
États de groupe
Demos, vous
propose plus de
2000 fiches
écrites et
sur les thèmes

- Droit
- Économie
- Géographie
- Histoire
- Littérature générale
- Philosophie
- Psychologie
- Sciences
- Sociologie
- Théologie
- Histoire de l'art

Plus d'informations sur www.revue-etudes.fr
ou directement par email à contact@revue-etudes.fr
ou par tél. au 0825 800 735.

Revue d'Études, 20 rue de l'Écluse 75008 Paris



► colonel Pierre-Joseph Givre, le chef du bureau emploi du centre opérationnel de l'exercice. Par exemple, lors d'un accrochage avec l'ennemi, si une demande d'appui aérien n'est pas conforme ou trop tardive, les conséquences peuvent provoquer, comme dans la réalité, une aggravation de la situation et même des pertes humaines », précise-t-il.

Dans ce sens, les observations quotidiennes des équipes d'évaluateurs ont permis de noter les points perfectibles et d'orien-

Sans un sens de réalisme, le facteur population a été pris en compte. Ici, reconstitution d'un accrochage avec un Matak (chef de village) et des militaires français.

ter les scénarios à jouer le lendemain.

« Si la préparation de nos soldats axée sur les exercices physiques et le tir est restée inchangée, confie le colonel Nicolas Le Ner, chef de corps du 27^e Bataillon de chasseurs alpins et futur commandant du Groupement tactique interarmes (GTIA) Kapisa, l'exercice « Jalalabad » nous a permis d'ajuster notre façon de manœuvrer face à un ennemi que nous serons capable de mener des opérations de force avec un volume d'hommes conséquent. Nous avons donc adapté notre manœuvre à cette donnée. En quelques mois d'entraînements intenses, les progrès sont réels. J'ai l'impression aujourd'hui de ne pas commander les mêmes hommes et le même bataillon qu'il y a un an. »

Une satisfaction partagée par le concepteur de l'exercice : « Les retours sont très positifs, notamment si l'on considère que les participants ont eu la sensation d'être impliqués pendant toute la durée de l'exercice », estime le capitaine R. du bureau « emploi » de la 27^e BIM. ■

Bilan du dispositif français

Environ 3 300 militaires français sont présents en Afghanistan, au Tadjikistan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan, dans le cadre des opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'opération Enduring Freedom (OEF). Parmi eux, 2 700 sont sur le territoire afghan. Un effort significatif est engagé pour la formation de l'armée nationale afghane (ANA) avec 300 militaires engagés, soit dans la formation des officiers afghans (Epinote) et des Forces spéciales (Commando School), soit intégrés dans des unités afghanes (OMLT). L'envoi de capacités complémentaires récemment décidé, dans les domaines de renseignement, de l'observation, de l'appui feu ou de l'aéromobilité sera effectif dans les toutes prochaines semaines.

Aude Le Galvé

Allégement de Lic

Le temps où il était difficile de faire respecter le cessez-le-feu et la zone de confiance (ZDC) tant le climat était tendu semble bien loin. Preuve du tournant que prend le pays : le 30 juin dernier, les casques bleus de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) démantelaient leur dernier poste d'observation sur la Ligne verte. Depuis 2007, celle-ci succède à la ZDC, mise en place en juin 2003 pour séparer la rébellion, au nord, des forces gouvernementales, au sud. De leur côté, les troupes françaises de la force Licorne, qui agissent en soutien de l'Onuci, ont également pris un virage sensé, ces derniers mois. «Le moment venu, nous diminuerons notre présence tout en respec-

Avec l'amélioration de la situation en Côte d'Ivoire, l'effectif de la force française agissant sous mandat de l'Onu a été revu à la baisse. Mais elle devrait rester dans le pays jusqu'à fin janvier prochain...

tant nos engagements », avait déclaré, à l'été 2007, le général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées. C'est chose faite depuis mois. La base logistique de Toubakoua, au nord-ouest de Yamoussoukro, a été fermée et l'effectif ramené de 2 400 à 1 800 hommes. Répartis au sein d'un groupement tactique et d'une base de soutien interarmées (GTIA et BSIA) positionnés respectivement à Abidjan, dans le Sud, et à Bouaké, au Centre, les soldats de Licorne constituent la force de réaction rapide de l'Onuci. Elle a été activée le 28 juin dernier pour mettre fin à deux soulèvements qui avaient éclaté simultanément à Ivouou et à Sigoua, à 350 km au nord-ouest d'Abidjan, au sein des Forces





Corne

armées des forces nouvelles (FANF) (1). Un Transal décolait de l'aéroport de la capitale dans la nuit pour projeter sur la zone de heurts une compagnie (environ 130 hommes), un groupe de forces spéciales (une vingtaine d'hommes), une équipe de commandement ainsi que deux auxi-



liaires sanitaires. Le lendemain, la zone de l'acrocrochage était sécurisée et le dialogue entre les milices et les autorités des FANF reprenait.

Si l'alerte au titre de la force de réaction rapide est permanente, les interventions ponctuelles sur le terrain ne sont pas fréquentes. Les hommes de l'opération Licorne mènent essentiellement des actions de coopération civilo-militaire, notamment des « opérations de présence ». D'une durée de quelques jours à deux semaines, elles consistent en travaux de reconstruction de dispensaires, d'écoles ou de routes. Pour le major Hervé Desbats, chef des actions civilo-militaires au sein du détachement de Bouaké, « c'est autant de travail que de passion. En mai dernier, nous avons réparé la pompe à eau d'un village qui ne fonctionnait plus depuis quatre ans. Alors, nous avons apporté des lits médicalisés, des lits scolaires, des ordinateurs. Nous avons même assisté un accouchement. Le premier bébé Licorne ! »

Myriam Claude

(1) Ex-armée rebelle intégrée aux forces régulières depuis la mise en place du gouvernement de réconciliation.

Mandat prolongé

9 000 membres de l'Organisation des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) assurent depuis le début de l'année pour que se tienne des élections présidentielles et législatives « ouvertes, libres, justes et transparentes », selon la formule de la résolution 1820. Cette dernière, adoptée cette année par le Conseil de sécurité des Nations unies, proroge le mandat de l'Onuci jusqu'au 31 janvier 2009. Initialement fixé au 30 novembre, la date des élections sera probablement repoussée au 15 décembre, à la demande du président Laurent Gbagbo. En attendant, l'Onuci poursuit le recensement de la population en vue de constituer les registres d'état-civil et d'établir des cartes électorales. Elle a également pour mission de rétablir les conditions pour que les personnes puissent se rendre librement dans les bureaux de vote.



Le marché d'Abidjan, avec la présence des militaires de la force Licorne, assure la sécurité des citoyens.



La JAPD souff

**700 000 jeunes
suivent
chaque année
la Journée d'appel
de préparation
à la Défense.
Une occasion
pour eux
d'aborder
le monde de la
Défense.
Et, pourquoi pas,
de se découvrir
une vocation...**



La Journée d'appel de préparation à la Défense (JAPD) a été conçue pour maintenir un lien privilégié entre les armées et la jeunesse en sensibilisant aux sujets de défense et pour promouvoir auprès d'elle le sentiment d'appartenance à une communauté, d'abord nationale puis européenne. La toute première JAPD s'est déroulée le 3 octobre 1995. Elle a par la suite connu deux améliorations majeures : la création, en 2004, du module secourisme, et en 2007 l'instauration de la dimension européenne de la citoyenneté et de la Défense.

En dix ans, près de 7 millions de jeunes Français et Français de métropole et d'outre-

mer ont pris part à la JAPD. Chaque année, près de 1200 militaires (d'active ou réservistes, ainsi que du personnel civil de la Défense), interviennent pour animer ces journées organisées sur 370 sites militaires ou civils.

L'an passé, 44,0 % des jeunes d'outre-mer et 28 % des métropolitains interrogés à la fin de la JAPD se sont déclarés intéressés par un service volontaire, une période militaire ou un engagement. Cette même année, près de 100 000 jeunes ont été détectés en « difficulté » à l'issue des tests d'évaluation des acquis fondamentaux de la langue française. Ces jeunes ont bénéficié d'un entretien individuel au cours de la JAPD et 30 000 d'entre eux, soit trois fois

le ses dix bougies



Réinsertion sociale

Tout jeune convoqué à la JAPD et atteint en difficulté est reçu par un intervenant, militaire ou civil, de la Direction du service national (DSN). Trois possibilités sont proposées à l'adolescent pour l'aider à rompre avec sa situation d'échec :

Il peut être mis en relation avec la mission locale la plus proche de chez lui. Espaces d'accueil pour les 15-25 ans, les missions locales apportent aux jeunes en situation d'exclusion sociale des réponses en matière d'emploi, de formation, de logement et de santé.

S'il refuse cette possibilité, l'intervenant lui propose de rencontrer dans la journée un conseiller de la fondation Calmes d'épargne pour la solidarité, qui lui présente le programme Savoir pour réussir. Destiné aux jeunes gens de 16 à 25 ans identifiés en grande difficulté de lecture en cours des JAPD, ce programme veut redonner le goût d'apprendre aux jeunes en définissant avec eux des objectifs professionnels précis.

Enfin, si l'adolescent a plus de 18 ans, il pourra, s'il le souhaite, être mis en relation avec l'Établissement public d'insertion de la Défense (Épid) de sa région. Des établissements assurent l'insertion sociale par la voie professionnelle des jeunes de 18 à 22 ans en risque de marginalisation, sans qualification et emploi.

90 % des jeunes se disent satisfaits de cette journée. À gauche : le module de formation existe depuis 2004.



plus qu'en 2001, ont accepté une orientation vers un organisme d'aide (voir encadré ci-dessus).

90 % des jeunes se déclarent satisfaits à l'issue de leur JAPD, le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale en a consacré l'utilité :

« Seule la JAPD a acquis une réelle visibilité pour l'ensemble de la population ; elle concerne chaque année l'ensemble d'une classe d'âge, ce qui justifie sa confirmation. Une meilleure connaissance des données de la défense et de la sécurité doit rendre le citoyen apte à mieux évaluer l'événement lorsqu'il se produit et à le mettre en perspective. » ■

Myriam Claude

Dans un couloir de Roissy-Charles De Gaulle, une patrouille de militaires trouve un sac qui semble abandonné. En cette heure matinale, les lieux sont déserts. Un appel est lancé afin de retrouver son propriétaire. Personne ne se manifestant, la police aux frontières (PAF) déclenche l'alerte. Un périmètre de sécurité est mis en place, puis l'équipe de déminage de la police fait exploser le sac. Fausse alerte, c'était un simple bagage oublié.

Les hommes et les femmes du 12^e Bataillon de chasseurs alpins (BCA) de Chambéry, du 502^e Régiment de chars de combat de Mourmelon et de la Base aérienne 112 de Reims forment la relève Vigipirate 303 (voir encadré). L'aéroport accueille chaque année près de 60 millions de passagers. Actuellement, 150 militaires de l'armée de terre et de l'armée de l'air y patrouillent en permanence, en renfort de la PAF. Leur mission est d'assurer une surveillance et de manifester une présence dissuasive. Ils ne sont pas autorisés à franchir la zone internationale, ni les aires d'embarquement, où les passagers ont d'ailleurs déjà subi plusieurs contrôles.

L'intervention du début de matinée donne le ton de la journée. « Beaucoup de colis sont trouvés "abandonnés", mais les propriétaires réagissent le plus souvent à temps. Les démineurs interviennent néanmoins une fois par jour environ », explique le capitaine Bonnin, chef du détachement A3.

La patrouille consulte le listing que la PAF lui a



Vigipirate Un jour à Roissy

Toute l'année, 150 militaires contribuent à la sécurité des 250 000 passagers qui fréquentent chaque jour l'un des plus grands aéroports d'Europe.

tourni : 10 h 30, embarquement d'un vol dit « sensible ». « Les passagers sont chargés. Ne voulant pas payer le supplément de bagages, ils préfèrent s'en débarrasser. Pour nous, ce sont des colis suspects », explique le chef du détachement Tans, le capitaine Colletier. La vigilance est renforcée pour les destinations à risques. Comme, en ce début du mois d'août, les vols pour Pékin, où se déroulent les jeux Olympiques. Aujourd'hui, c'est l'équipe de France d'athlétisme qui attend son avion. « Je ne sais pas si

ces militaires sont là pour nous ? Je pense n'en voir dans les aéroports et je trouve ça bien, si ça peut rassurer les passagers », commente Brice Peneil, l'un des relayeurs du 4 x 400 m.

Armés de leur Famas, chasseurs et aviateurs patrouillent avec un officier de police judiciaire (CPI ou de la PAF). En tant que soutien des forces de police, ils peuvent être amenés à les assister dans le cadre d'interpellations. Ils ne peuvent faire usage de leur arme que sur ordre du policier ou en cas de légitime défense. Avant

150 militaires de l'armée de terre et de l'armée de l'air patrouillent en permanence dans et autour de l'aéroport.



de partir en mission Vigipirate, les militaires reçoivent une formation particulière durant laquelle ils sont instruits sur les conditions d'ouverture du feu, la mise en place et la gestion d'un périmètre de sécurité et la protection NRBC (nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique) :

« On varie les itinéraires des rondes et les horaires de passage, explique le chef du détachement air, afin de ne pas être repéré et de ne pas créer de la routine. - Même souci pour le détachement Terre. - Lors des patrouilles que nous effectuons à l'extérieur des terminaux, nous recherchons des lieux discrets à partir desquels des terroristes pourraient opérer », explique le lieutenant Bouchot, du 13^e BCA. Durant leurs rondes en P4 le long des 40 kilomètres de clôtures entourant le site, de jour comme de nuit, ils observent les véhicules douteux et surveillent les rôdeurs.

Entre deux rondes, les militaires viennent passer quelques moments de détente dans une salle surnommée « la vige », en attendant de recevoir de l'officier de police judiciaire les instructions pour la prochaine mission.

Pour la relève 303, il reste une semaine à patrouiller dans l'aéroport, sans baisser la garde. Ensuite, la BA 113 de St-Dizier prendra le relais. « C'est l'une des rares missions qui permette d'établir un contact direct avec la population, commente le chef du détachement air. Nous sommes souvent sollicités par les passagers pour des renseignements. Si nous le pouvons, c'est avec plaisir que nous leur répondons. - Et la première classe Matullo, du 13^e BCA, d'ajouter, amusée : - C'est la première fois que des touristes me prennent en photo en me demandant de poser avec eux »

Lucie Pfister

500 militaires en Ile-de-France

Créé en 1988, disséminé pour la première fois en 1995 et en constante évolution depuis, le plan gouvernemental Vigipirate prévoit notamment le déploiement de militaires pour participer au renforcement de la sécurité sur le territoire français.

Actuellement, ils sont près d'un millier, dont 500 en Ile-de-France, particulièrement présents sur tous les sites fortement fréquentés, comme les grandes gares parisiennes, les aéroports d'Orly et Roissy, le Louvre, le tour Eiffel ou encore Disneyland Paris. Dans la région parisienne, leur mission est définie par l'état-major interarmées de la zone de défense de Paris (EMAZDP) qui, dans ce cadre bien précis, travaille en liaison étroite avec la préfecture de police de Paris.

Disséminé sur ordre du Premier ministre, Vigipirate comporte quatre niveaux d'alerte :


jaune accentuer la vigilance face à des risques faibles mais encore incertains ;

orange prévenir le risque d'une action terroriste ;

rouge prendre des mesures nécessaires pour prévenir le risque avéré de plusieurs attentats graves ;

noir prévenir le risque d'attentats multiples, simultanés ou non.

Depuis les attentats de Londres de juillet 2005, l'alerte est au niveau rouge.



Un détachement d'hélicoptères tchèques s'est préparé à sa future mission en Afghanistan dans les Pyrénées. C'est l'une des premières applications concrètes de l'initiative franco-britannique, prise le 27 mars dernier à Londres, visant à accroître les capacités de défense européennes.

Hélicoptère d'attaque tchèque Mi-35/35, de conception russe.

Europe : des Tchèques



Nos pilotes sont venus en France pour se familiariser avec les conditions du vol en montagne», explique le colonel Jaroslav Braun, commandant la 22^e base d'hélicoptères de Percoz, en République tchèque. Début septembre, 72 pilotes et mécaniciens de cette base ont quitté leur pays, où le plus haut sommet ne dépasse pas 1 600 mètres, pour se rendre au centre de vol en montagne (CVM) de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), à Sainte-Léocadie, dans les Pyrénées-Orientales (66). Une coopération franco-tchèque qui n'est pas nouvelle, puisque jusqu'en 2006, ces militaires ont entretenu des échanges réguliers avec le 6^e régiment d'hélicoptères de combat (RHC) de Compiègne. Mais, cette fois, il s'agit pour cette unité d'hélicoptères

de transport et d'attaque de se préparer à rejoindre la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sur le théâtre afghan, à l'été prochain. Déjà formés au vol de nuit en Grande-Bretagne, ils viennent dans les Pyrénées s'entraîner au vol à haute altitude et devraient, dans les six prochains mois, se rendre aux États-Unis, en Espagne et en Grèce, où ils évolueront dans un milieu désertique et montagneux semblable à celui qu'ils trouveront en Afghanistan. Cette coopération franco-tchèque s'inscrit dans le cadre de l'initiative issue du Sommet franco-britannique du 27 mars dernier à Londres, quelques mois avant que la France prenne la présidence de l'Union européenne. Le président de la République, Nicolas Sarkozy, et le Premier ministre britannique, Gordon Brown, ont



es à Sainte-Léocadie



Un fonds européen pour les hélicos

Pour financer la modernisation des hélicoptères et la formation des pilotes, un fonds, ouvert à tous les États, a été mis en place à SNAPE. L'Agence européenne de défense a été chargée de recenser les besoins et d'identifier les possibilités d'y répondre. La France et la Grande-Bretagne contribuent, à part égale, à hauteur de 7,3 millions d'euros. Une partie de la participation française finance les coûts généraux par l'engagement des moyens humains et matériels, comme c'est le cas pour les équipages tchèques dans les Pyrénées. À ce jour, la Norvège et l'Irlande ne sont engagées à contribuer à ce fonds, ainsi que, dans une moindre mesure, le Danemark et le Libanais. La République tchèque, quant à elle, s'est déclarée prête à mettre des appareils à disposition.

Durant deux semaines, les MH-24/29 (attaque) et MH-1715 (transport) se sont exercés avec le concours d'instructeurs français.

convenu de renforcer leur action en matière de politique étrangère et de défense. Ils entendent notamment améliorer les capacités militaires européennes de l'Otan et de l'UE – que la République tchèque a rejointes respectivement en 1999 et en 2004. En particulier, ils souhaitent augmenter le nombre des hélicoptères, de transport surtout, sur les théâtres d'opérations. Certains pays financeront la modernisation de leur flotte et la formation des pilotes d'autres États. En retour, ces derniers sont prêts à mettre à disposition des appareils au profit d'opérations menées par l'UE ou par l'Otan (voir encadré).

Pour le général Vlastimil Pícek, chef d'état-major des armées, « la République tchèque est pleinement consciente que le soutien des forces par des capacités hélicoptères doit être élargi. Aussi soutenons-nous l'initiative franco-britannique par la mise à disposition d'hélicoptères, et en ouvrant un dialogue avec les États de l'Union européenne dans le domaine de la formation, de la logistique et de la modernisation des avions. En parallèle, un dialogue est ouvert avec l'Otan sur ces mêmes questions ».

Cette phase d'entraînement des pilotes tchèques en France, appelée « Mountain Flight » (vol en montagne), constitue donc la première application concrète de l'initiative franco-britannique. Le centre de Sainte-Léonarde a mis à disposition ses installations mais aussi ses instructeurs. « Les équipages tchèques ont été sensibilisés aux principes de sécurité : utilisation d'un lot de sauvetage, de fumigènes de couleur en cas d'incidents, observation de règles de survie par la confection d'un abri, précise le chef du centre, le capitaine Yves Dujardin. Pour faciliter leur atterrissage sur des aires de poser



de circonstance, une présentation de l'environnement aéronautique local leur a été dispensée au préalable en mettant l'accent sur les dangers [vents dominants, vallées étroites, lignes électriques, etc.] et les spécificités de la navigation dans la zone [reconnaissance d'itinéraires et de points de passage obligé] ».

Pendant deux semaines, à bord de deux hélicoptères d'attaque MH-24/29 et de quatre hélicoptères de transport MH-1715, les équipages ont sillonné les montagnes, de jour et de nuit,

3 questions à Vlastimil Pícek, général de corps d'armée, chef d'état-major des armées tchèques

Quel est le volume des forces tchèques engagées à l'étranger ?

Les effectifs et les moyens sont basés avant tout sur les ambitions politico-militaires et les engagements de notre pays. Actuellement, plus de 900 militaires sont déployés au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et au Tchad. De plus, trois de nos observateurs sont présents en Géorgie, au Kosovo, au Libéria, au Congo, en Éthiopie et en Afghanistan.

Quel regard portez-vous sur le développement de la défense européenne ?

Il est nécessaire, et nous le soutenons. Pour nous, la coopération entre l'UE et l'Otan est essentielle au niveau stratégique, comme dans le domaine du renforcement des capacités militaires mutualisées. En outre, nous participons activement au concept de « battlegroup » (grou-

pement tactique). Une unité tcheco-slovaque est susceptible d'être déployée au second semestre 2009, en l'espace de 5 à 10 jours, et intégrée à la force de réaction rapide de l'UE.

Votre pays prendra la présidence de l'UE en janvier prochain.

Quelles seront ses priorités en matière de défense ?

Nous souhaitons poursuivre activement les opérations en cours de la politique européenne de sécurité et de défense, ainsi que les activités de l'UE et de l'Otan dans le domaine de la gestion des crises sur un même territoire. Nous souhaitons également continuer le processus de mise à jour de la « stratégie européenne de sécurité », afin qu'elle réponde mieux aux risques et menaces actuels.

Propos recueillis par Andy Le Calvé



comptabilisant près de 200 heures de vol. À la demande du Centre d'entraînement commando de Mont-Louis, ils ont accepté de transporter des stagiaires parachutistes, pour les déposer à haute altitude. De quoi périmenter les manœuvres et s'exercer au calcul : incidence du poids de l'hélicoptère, du carburant et de sa charge utile, ainsi que de l'altitude, de l'aérodynamique et de la température de l'air sur les performances de l'appareil...

Pour les Tchèques, « Mountain Flight » s'avère concluant. L'objectif de l'entraînement n'était pas tactique, mais technique. « Le vol en montagne est très précis, explique le général de division Patrick Tanguy, commandant l'aviation légère de l'armée de terre (COMALAT), qui a eu l'occasion d'embarquer à bord d'un Mi-171B. Plus l'hélicoptère évolue en altitude, plus il atteint ses limites de puissance, ce qui rend périlleuses les phases d'atterrissage. Mais les Tchèques sont très bien entraînés, très prudents pendant leurs vols, et professionnels dans l'approche des procédures, qui sont d'ailleurs semblables aux nôtres. »

Aude La Calvé

À l'occasion
de son **tricentenaire**,
le service de santé des armées
en coopération avec l'ECPAD
présente

LA MÉDECINE MILITAIRE

1708-2008, trois siècles d'une épopée unique et peu connue, celle du service de santé des armées français. À partir d'une abondante iconographie, souvent inédite, cet album restitue les grandes dates, les figures emblématiques et les avancées scientifiques qui permettent à la médecine militaire française de se présenter aujourd'hui comme l'une des pratiques les plus modernes et les plus novatrices.

Héritière d'une longue tradition de médecine exercée au plus près des combattants, toujours d'actualité sur les théâtres d'opérations extérieures, l'action du service et de son personnel est résolument tournée vers le futur. L'histoire de la médecine militaire et ses activités contemporaines offrent une galerie de portraits, livrent des témoignages, révèlent des faits et des innovations qui entraînent le lecteur des champs de bataille de Louis XIV aux opérations internationales du 21^e siècle.

COMMANDEZ CET OUVRAGE À

ECPAD, pôle commercial, département ventes
2 à 8 route du Fort, 94295 Ivry-sur-Seine cedex
accompagné de votre règlement par chèque libellé à l'ordre de l'agent comptable de l'ECPAD
ou sur www.ecpad.fr - Contact : 01 49 80 59 88 et 01 49 80 59 81

25€ TTC*



ecpa ▶ d



La mémoire en images

L'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense joue un rôle actif de diffuseur d'images au près du grand public. Il a réalisé une production multimédia originale à l'occasion du 90^e anniversaire de l'Armistice de 1918.



Les derniers acteurs français du drame de 1914-1918 sont décédés. Témoigner des événements de la Grande Guerre n'est possible aujourd'hui qu'à travers de documents d'archives. Dépositaire exclusif de toutes les productions audiovisuelles et photographiques de la Défense, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) a voulu rendre accessible à tous, le plus grand nombre de ses archives. À cet effet, il s'est engagé dans un vaste programme de productions multimédia.

Cette palette de productions aborde des thèmes variés : le vie des tranchées, les femmes pendant le conflit, les Américains au cœur des combats... À travers tous ces faits historiques, une épopée a retenu l'attention des producteurs de l'ECPAD, celle du général Berthelot, officier français, envoyé former l'armée roumaine en 1916. L'établissement publie ainsi différents ouvrages consacrés à cette aventure : une bande dessinée « La mission Berthelot », accompagnée d'un DVD, « L'aspic et le sel », un livre « Français et Roumains dans la Grande Guerre », rédigé par un collectif d'historiens des deux pays, ainsi qu'une biographie, « Général Berthelot ».

L'ECPAD joue aussi un rôle actif de « diffuseur » d'images auprès du grand public. En partenariat avec le musée de l'Armée et les Archives françaises du film, il est à l'origine d'un cycle de cinéma au sein de l'Hôtel national des Invalides, du 14 octobre au 8 novembre. La programmation offre la possibilité de découvrir des productions de plusieurs pays engagés, offrant ainsi un regard multiple sur le conflit.

L'ensemble des projets de l'établissement a obtenu le soutien de nombreux partenaires : coproducteurs pour les films documentaires, chaînes généralistes ou thématiques, éditeurs français ou étrangers, radios et presse écrite généraliste ou spécialisée, musées et lieux de mémoire.

Carine Bobbers

Encadré

Tous les produits sont présentés sur le site internet www.ecpa.fr, et depuis le début de l'année, un important dossier de photos et de films d'actualité y est consultable, avec une sélection mise par mois des événements de l'année 1918.

Cette production sur la Grande Guerre aborde des thèmes variés : le vie des tranchées, les femmes pendant le conflit...



Performante
et durable,
c'est bien l'épargne
d'Isabelle



OFFRES EXCEPTIONNELLES
D'ADHESION JUSQU'AU
31 DECEMBRE 2008*

Si Isabelle a choisi le contrat d'assurance vie Altinea de la GMF, c'est parce qu'il lui offre une rentabilité élevée depuis plusieurs années. Pour preuve, son épargne lui a rapporté 4,55%* en 2005, 2006 et 2007.

Renseignez-vous au 0 800 88 11 62 (appel gratuit depuis un poste fixe), dans votre agence GMF ou sur www.gmf.fr

Assurément gagnant avec la GMF



* Hors la prime d'adhésion au contrat d'assurance vie. ** Offres valides de la souscription à 31 décembre 2008.

GMF - Société Anonyme à Capital Variable - Siège Social : 11, rue de Valenciennes - 59100 Lille - France - SIREN : 312 000 000 - N° de RCS : 312 000 000 - N° de SIRET : 312 000 000 0001 - N° de TVA : 207 000 000 - N° de SIRET : 312 000 000 0001 - N° de SIRET : 312 000 000 0001

DOSSIER



Le Service de santé des armées existe depuis 300 ans. C'est l'occasion de se pencher sur son action sur les théâtres d'opérations. Une composante indispensable à la réussite de la mission.

Médecine en opér



OPEX
ration extérieure



Bien planifier pour pou

Pour pouvoir dispenser des soins et une médecine d'urgence de qualité, le Service de santé des armées intervient dès la conception des opérations avec les chefs d'état-major des trois armées.

L'objectif serait qu'il y ait un hôpital derrière chaque soldat engagé en opération extérieure. À défaut de réaliser son vœu, le médecin en chef Édouard Halbert, chef du bureau opérations de la Direction centrale du Service de santé des armées (DCSSA), relève un autre défi : apporter à chaque militaire projeté sur un théâtre un niveau de prévention et une qualité de soins équivalents à ceux offerts sur le territoire national. Et parce que la vie des soldats tient autant à la qualité des soins qu'à la rapidité avec laquelle ils sont prodigués, la mise en place du dispositif de santé sur un théâtre extérieur fait l'objet d'une planification rigoureuse. Dès l'ordre donné par le président de la République de projeter des forces à l'étranger, le Service de santé des armées (SSA) entre en jeu. Les opérations sont montées au Centre de planification et de commandement des opé-

érations (CPCO) avec les représentants des trois états-majors – air, terre, marine – et le médecin détaché du SSA. Tandis que les premiers évoquent les capacités en hommes et en équipements, le médecin élabore une maquette du dispositif de santé à déployer sur le théâtre. L'ensemble des opérations planifiées revient au chef du bureau opérations de la DCSSA. « Le principe de précaution nous pousse à utiliser le maximum de nos capacités. Mais, à cette étape du processus, il faut évaluer la situation particulière du théâtre et coordonner les demandes de chaque état-major qui donnent parfois lieu à des doublons. Si nécessaire, je procède par exemple à des fusions de postes de secours sur une même zone, ou j'ajoute un véhicule médicalisé entre deux zones. » Lorsque le dispositif est accepté, il convient de constituer les équipes médicales qui seront projetées. Le service des ressources humaines du SSA s'appuie



Préparation des équipements médicaux collectés d'une compagnie avant son départ en opération.

Dès l'ordre donné par le président de la République de projeter des forces sur un théâtre d'opérations extérieures, le Service de santé des armées entre en jeu.

Le Service de santé des armées, un tricentenaire toujours vaillant

Créé en 1708 par Louis XIV, le Service de santé des armées fut la première institution dédiée à la prise en charge médicale des militaires. À l'époque, la France est en pleine guerre de succession d'Espagne. Priorité est donnée dans les soins aux soldats de l'armée de terre. Peu à peu, le caractère interarmées de ce service s'est imposé, ainsi qu'une organisa-

tion en deux grands ensembles : le service médico-chirurgical des forces, en particulier celles projetées en opérations extérieures, et la participation au service public hospitalier, via les hôpitaux d'instruction des armées. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité vient de confirmer ce service comme un acteur déterminant pour l'efficacité des forces sur le terrain.

voir mieux soigner

alors sur le Dispositif santé veille opérationnelle (DSVO), qui répertorie l'ensemble du personnel médical et paramédical du service de santé en alerte, les formations et les spécialités de chacun. Les six directions régionales du SSA en France désignent les médecins généralistes, les infirmiers et les brancardiers secouristes qui seront projetés - le choix des chirurgiens, des pharmaciens et des vétérinaires et celui du chef santé du théâtre étant à la charge de la DCSSA. Alors que les forces conventionnelles en opérations extérieures se relaient tous les quatre mois, le personnel du SSA est relevé, en règle générale, tous les deux mois. Cette politique managériale particulière permet à la DCSSA de projeter un médecin par compagnie - une centaine d'hommes -, un ratio cinq fois supérieur à celui de l'Otan.

Le processus de planification achevé, tout le dispositif de santé se déploie sur le ter-

rain avec les forces (voir p. suivante). Outre les activités de prévention auprès des soldats nouvellement arrivés sur le théâtre d'opérations, tout ou partie de la chaîne de santé est activée pour procéder aux évacuations sanitaires.

Prise en charge des urgences

« De la perte de connaissance à la blessure par balle, il s'agit toujours d'une urgence », reconnaît le médecin en chef. Les médecins sont très attentifs à l'urgence vitale et à l'urgence fonctionnelle. Si elles ne sont pas prises en charge immédiatement, la première entraînera le décès du patient et la seconde risque de provoquer des séquelles à vie (amputation, troubles digestifs récurrents, etc.). Après avoir reçu les premiers soins d'urgence, le blessé est transporté jusqu'au groupe médico-chirurgical implanté sur le théâtre, afin d'y être « stabilisé » puis opéré. Il est ensuite évacué en France le plus rapidement pos-

sible par avion vers l'un des neuf hôpitaux d'instruction des armées, pour y être, la plupart du temps, réopéré. Après accord du ministre de la Défense, le chef du bureau opérations de la DCSSA déclenche le plan Morphée - avec leur module de réanimation intégré, les C135 de la base d'Istres (Bouches-du-Rhône) peuvent transporter dans des conditions médicales optimales jusqu'à douze blessés. Activé pour la première fois le 18 mars dernier pour rapatrier du Kosovo onze soldats blessés du 35^e Régiment d'infanterie de Belfort, Morphée a été utilisé après l'ambuscade tendue aux soldats français en Afghanistan. S'il n'y a qu'un ou deux blessés, un Falcon 50 du gouvernement ou un Falcon 900 sont utilisés.

« Bien sûr, le système est rodé, mais chaque évacuation sanitaire est différente, confie le médecin en chef. À chaque fois, c'est un nouveau challenge. »

Myriam Claude



DOSSIER

L'organisation de la médecine de guerre sur un théâtre d'opérations

Les moyens médicaux sur un théâtre d'opérations sont organisés selon trois paramètres :

- L'estimation du nombre de blessés pendant l'opération.
- Les endroits où les incidents peuvent survenir.
- Les distances entre le lieu de prise en charge des blessés, et l'aéroport à partir duquel ils seront évacués vers la France.

Quelles que soient les circonstances, entre le poste de secours et l'évacuation médicalisée, il y a toujours au moins une structure chirurgicale déployée en permanence : ACA, GMC ou HMC.



HÔPITAL MÉDICO-CHIRURGICAL (HMC)

Déployable en 11 mois, le service médical d'HMC relève le Service de santé des armées (SSA) des 2009. Cette structure de 150 lits est arrivée par une équipe médicale et technique d'environ 200 personnes et dispose de 6 blocs opératoires. Le blessé y est soigné jusqu'à son rapatriement en France.



ZONE DE CONTACT

**ASSURER LA SURVIE
DU BLESSÉ**

POSTE DE SECOURS

Il est situé à 4 ou 5 kilomètres du lieu des combats. Le médecin d'unité, l'infirmier et les brancardiers secouristes plaquent le blessé en condition de survie pour qu'il puisse être transporté à l'ACA ou au GMC. Mobile, l'équipe n'utilise que du matériel de première nécessité. Le médecin coordonne (moyens, destination...) l'évacuation du blessé.

PS

**GROUPEMENT
MÉDICO-CHIRURGICAL (GMC)**

Le GMC dispose les mêmes soins que l'ACA, mais avec une équipe restreinte (30 personnes opérant en 2 équipes 24 h sur 24). Une fois son état stabilisé, le blessé est évacué vers un HMC ou rapatrié en France. Cette structure est ouverte à la consultation des civils locaux.

ACA

**ANTENNE CHIRURGICALE
AÉROTRANSPORTABLE (ACA)**

Déployable en une heure, l'ACA est située en zone sécurisée à environ 20-30 km des combats. Une équipe (12 spécialistes de la réanimation et de la chirurgie de guerre d'urgence, dont 3 médecins, stabilise l'état du blessé, qui est ensuite évacué.

LES "URGENCES" DU THÉÂTRE

HOSPITALISATION, ÉVACUATION

MORPHEE

**ÉVACUATION MÉDICALISÉE
VERS LA FRANCE**

Un Boeing 135 aménagé pour le transport médicalisé des blessés emporte jusqu'à 12 patients sur un rayon de 7 000 km sans escale (hôpital Morphee). Des Falcon 50 et 900 spécialement équipés peuvent transporter 1 ou 2 blessés.



Les conditions d'emploi des militaires français affectés à la formation de l'armée algérienne sur le terrain ont conduit à une révision doctrinale de la prise en charge des blessés dans la zone de l'extrême avant.



La médecine de l'avant fait

La survie d'un blessé se joue le plus souvent dans les dix premières minutes de sa prise en charge, affirme le médecin général Escarmant, directeur de l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Desgenettes, à Lyon. Il faut qu'un sein des unités le plus grand nombre de soldats soit capable de placer un blessé en condition de survie jusqu'à l'intervention d'un médecin. « Le Service de santé des armées (SSA) veut réorganiser la prise en charge des blessés dans la zone dite de l'extrême avant, entre le feu et la première antenne chirurgicale. Habituellement, un médecin est affecté aux soins d'environ cent soldats. En rétro du front, il effectue les premiers gestes d'urgence sur des blessés

avant leur évacuation (voir p. 48). Mais les conditions d'emploi des soldats français des Operational Mentoring Liaison Team (OMLT) en Afghanistan rendent cette organisation inadaptable. Leur mission est de conseiller les unités de l'Armée nationale algérienne (ANA) sur les choix tactiques en situation de combat. Par groupes de six, ils accompagnent les militaires algériens dans leurs patrouilles sur de vastes secteurs dans un environnement montagneux, où les hommes sont très exposés à des accrochages avec des talibans. La dissémination des OMLT et les difficultés d'accès – pour les renforts comme pour les secours – empêchent le médecin d'intervenir rapidement et efficacement. Et y a un an, la direction du SSA a donc confié à un « groupe de travail » la mise en

place d'un nouveau dispositif. Dans cette organisation, le médecin devient une sorte de directeur des secours médicaux, qui gère avant tout les évacuations sanitaires. En son absence sur les lieux de l'accrochage, c'est aux OMLT eux-mêmes qu'il revient d'effectuer les gestes élémentaires d'urgence et d'aider l'infirmier du groupe à mettre le blessé en condition de survie. Ce dispositif suppose que l'infirmier pratique des techniques médicales habituellement réservées au médecin. De même pour les bonzaïens secouristes locaux, arrivés sur le site, ils prennent en charge un blessé pour l'évacuer à l'arrière. « Nous allons à l'encontre des messages de la sécurité civile, reconnaît le général Escarmant. Mais en opération, nous n'avons pas d'autre choix. »



Chaque soldat doit pouvoir pour pratiquer les gestes auparavant réservés au médecin.

Dans ce dispositif, le médecin devient une sorte de directeur des secours médicaux, et ce sont les soldats qui effectuent les gestes élémentaires d'urgence

Hommage au sergent Penon brancardier secouriste en Afghanistan

Le sergent Rodolphe Penon était brancardier secouriste. Il appartenait à la 2^e compagnie spécialisée dans le combat en montagne du 24 Régiment étranger de parachutistes (REP) de Calvi.

Le 18 août dernier, il est décédé au cours de l'embuscade qui fit 10 morts dans les rangs français dans les montagnes afghanes. Il s'est porté au secours des blessés, sous le feu, malgré ses propres blessures.

Autrefois appelée « auxiliaires sanitaires », les brancardiers secouristes, sont d'abord des soldats comme les autres qui dépendent de leur armée d'appartenance.

Au cours de leur carrière, ils se spécialisent dans la filière santé en suivant une succession de formations pilotées conjointement par le Service de santé des armées (SSA) et leur armée (Terre, Air, Marine). Sur un théâtre d'opérations extérieures, ils sont détachés à un poste de secours.

Sur le terrain, les conditions de prise en charge peuvent être très difficiles. « On leur demande d'appliquer des automatismes. Nous avons mis au point des formules facilement mémorisables. Le stagiaire n'a plus qu'à vérifier certains points ou pratiquer plusieurs gestes pour mettre un blessé en condition de survie », assure le Dr Precious. Cette conception de la médecine de l'extrême avant est « à la fois le fruit d'échanges et d'une abondante lecture scientifique,

précise le médecin anesthésiste réanimateur. Surtout, nous nous appuyons sur les retours d'expérience de nos propres forces et sur ceux des Américains pour ce qui concerne l'Irak ».

Les formateurs de la POS continuent d'échanger des informations avec les équipes en Afghanistan qu'ils ont formées. Leurs expériences permettent d'ajuster en permanence les méthodes enseignées. « Les retours sont très favorables, et ont confirmé nos options », confie le général Escarmant. Les autres forces françaises terrestres engagées en Afghanistan sont très demandeurs de cette formation. Nous avons bon espoir qu'elle se généralise, à l'avenir pour tous les théâtres d'opérations ».

Yves Brand

sa révolution

Cette nouvelle « médecine de l'extrême avant » exige qu'une formation spécifique soit délivrée à ceux qui portent secours des OMLT. Elle est déjà dispensée lors de la préparation opérationnelle santé (POS), mise en place il y a un an. Elle est assurée conjointement par le Centre d'instruction aux techniques élémentaires de réanimation de l'avant (CITERA) de Lyon et par le Centre de préparation des Opérations extérieures (CP Opex), basé aussi à Lyon. Elle est obligatoire pour tous : médecins, infirmiers et brancardiers secouristes d'unité, « afin qu'ils soutiennent leurs efforts autour d'une méthode commune », précise le médecin principal Precious, anesthésiste réanimateur à l'HSA Desgenettes et directeur technique du CITERA de Lyon. L'accent est mis

sur les situations concrètes. « Les méthodes enseignées sont épurées, simplifiées et même "rustiques", pour qu'elles fonctionnent en toute circonstance », insiste le général Escarmant.

Nouveaux automatismes

Car sur le terrain, les conditions de prise en charge peuvent être très difficiles. « On leur demande d'appliquer des automatismes. Nous avons mis au point des formules facilement mémorisables. Le stagiaire n'a plus qu'à vérifier certains points ou pratiquer plusieurs gestes pour mettre un blessé en condition de survie », assure le Dr Precious. Cette conception de la médecine de l'extrême avant est « à la fois le fruit d'échanges et d'une abondante lecture scientifique,

Des donneurs aux blessés,



Le « produit » utilisé pour les transfusions en opération est un sang reconstitué. Pour autant, la gestion de son approvisionnement reste un casse-tête pour le Service de santé des armées.

Un blessé militaire, c'est avant tout un blessé hémorragique. Vous pouvez projeter tous les médecins et chirurgiens possibles sur un théâtre, s'ils n'ont pas de quoi transfuser, ils n'auront pas les moyens de faire des miracles !», explique le médecin général Joussemet, directeur du Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA). Or, le sang est composé d'éléments dont certains se dégradent beaucoup plus vite que d'autres. Conditionné tel quel dans une poche, il perdrait ses propriétés bénéfiques en quelques jours seulement. Le sang transfusé à un blessé en opération extérieure est un sang reconstitué à par-

tir de ses principaux éléments - plasma, globules rouges, plaquettes - conservés séparément dans des milieux différents. Il provient des collectes réalisées par des équipes médicales qui sillonnent quotidiennement la France, d'unité en unité, pour solliciter les donneurs volontaires. Les poches de sang sont envoyées au CTSA, à Clamart, en région parisienne, accompagnées chacune d'une clé USB contenant des informations sur le donneur et les caractéristiques de son sang, qui figureront dans son dossier médical. Des analyses sont effectuées afin d'écarter les risques de contamination au paludisme ou au VIH, par exemple. Le CTA procède ensuite à la dissociation du plasma, des

les tribulations du sang



« La trajectoire d'une poche de sang est meilleure que celle d'un billet de banque ! »

globules rouges et des plaquettes. Celle-ci ayant une durée de vie de 5 jours, elles ne sont pas envoyées sur les théâtres d'opérations. Pour les blessés qui en ont besoin – ce n'est pas toujours le cas –, l'équipe médicale prélève du sang sur un donneur sur place.

De couleur jaunâtre, le plasma est lyophilisé et conditionné en bouteilles pour le transport. Ainsi déshydraté, il ne pose pas de problème de conservation ni d'acheminement. Après dilution dans un soluté, il sera facilement injectable au blessé.

Les globules rouges, en revanche, sont fragiles. Conservés à 4°C sous forme liquide dans des poches translucides en plastique souple, ils ne supportent pas les

Une antenne médicale en rupture de stock fait appel aux donateurs présents sur le théâtre. En priorité à ceux dont le dossier médical indique qu'ils ont déjà donné leur sang.

écarts de températures. « C'est un casse-tête pour la logistique et le transport. La chaîne du froid doit être scrupuleusement respectée jusqu'à l'antenne médicale de destination », explique le médecin général Joussemet. Les poches sont transportées par lots de 30 dans de grandes glacières munies d'un appareil qui enregistre les écarts de température et leur durée. Elles sont plombées et scellées. À leur réception, les médecins sont sûrs de la qualité des poches, qui sont ensuite stockées dans des réfrigérateurs. « Du prélèvement à la transfusion, la traçabilité d'une poche de sang est meilleure que celle d'un billet de banque ! », affirme le médecin général Joussemet.

Reste le problème de leur durée de vie. Dans les meilleures conditions, les globules rouges survivent 42 jours. Le compte à rebours commence dès le prélèvement de sang sur le donneur. Le CTSA ayant besoin d'une semaine pour les préparer et les conditionner, les poches ne sont exploitables qu'une trentaine de jours, transport compris, délai au-delà duquel elles sont détruites sur place.

« Entre la durée de vie des stocks et les insuffisances en cas de coup dur, le bonne équation des quantités de sang à envoyer sur un théâtre est insoluble pour toutes les armées du monde, commente le général Joussemet. Surtout sur les théâtres où le rapport de force est très déséquilibré : attentats et explosions y font simultanément beaucoup de blessés souvent durement touchés. »

Lorsqu'une antenne médicale est en rupture de stock, elle fait appel aux donateurs volontaires présents sur le théâtre. Sont acceptés en priorité ceux qui ont déjà donné leur sang, car les médecins disposent de leur dossier médical.

Par précaution, un prélèvement sanguin est toujours envoyé pour analyse au CTSA. « Pour détecter au plus tôt une éventuelle contamination... », explique le médecin général Joussemet. De toute façon, nous n'avons pas d'autre choix, pour sauver des vies, que d'utiliser ce sang. S'il y a contamination, les retours d'analyse le diront, et il sera temps d'agir. ■

Franz Brand

Approvisionnement d'un théâtre : accord franco-allemand

Un accord a été signé aux termes duquel, lorsque la France et l'Allemagne se trouveront à participer à une même opération, un seul pays approvisionnera les deux armées avec son sang. L'accord permettra de résoudre les nombreux problé-

mes logistiques. Dix ans d'efforts des services de santé des armées des deux nations ont été nécessaires, afin notamment de lever les barrières législatives entourant ce produit médical pas comme les autres.

« Quelqu'un qui ne va pas bien ne peut

Psychiatre à l'hôpital du Val-de-Grâce, le médecin en chef Boisseaux évoque les particularismes de l'équilibre psychique des militaires.



Quels facteurs permettent au militaire en opération d'être dans un état psychologique jugé satisfaisant ?

L'état psychologique des combattants est d'abord fonction des conditions dans lesquelles le commandement va les engager : pour être bien, un soldat a besoin que sa mission soit clairement déterminée, que les moyens dont il dispose pour l'accomplir soient bons (matériels, équipements, entraînement) et que ses conditions de vie (logement, nourriture, hygiène, repos) soient acceptables. La vie en opération extérieure est plus difficile que celle de tous les jours. Les repères habituels sont troublés. La vie en communauté, la distance entre soi et les proches exacercent les difficultés du quotidien. Le médecin

militaire suit les hommes et les femmes d'une même unité toute l'année. De sa place il peut aider le combattant à surmonter ses difficultés. Parfois, il peut décider de le rapatrier avant que la situation empire. Quelqu'un qui ne va pas bien ne peut pas servir correctement son pays.

Comment le médecin cerne-t-il l'aptitude psychologique d'un combattant ?

Tous les militaires passent au moins une fois par an devant leur médecin d'unité. C'est lui qui détermine l'aptitude physique et psychologique des combattants susceptibles de partir en opération extérieure. Si, lors de l'entretien, il perçoit que l'équilibre du soldat est perturbé (droits, divorces, etc.), il doit le prendre en compte. C'est



« pas servir correctement son pays »

une erreur de croire que l'éloignement resout ce genre de difficulté. Au contraire. Envoyer quelqu'un sur un théâtre d'opérations dans ces conditions serait le mettre en danger et, avec lui, la cohésion de l'unité. Bien sûr, pris dans une ambiance de groupe, certains n'osent pas exprimer leur mal-être. Le médecin doit alors, sur place, compter sur les cadres de proximité pour repérer un individu qui s'isole, se met à boire, devient triste ou tient des propos étranges. Si l'action de parole ne suffit pas à le soulager, le médecin décide de son rapatriement sanitaire.

Comment se passe la prise en charge après un événement traumatisant ?
Balayons quelques idées reçues : l'entra-

nement ou le moral des soldats n'a pas d'effet sur l'impact que peut avoir un événement traumatisant. Les troubles peuvent toucher tout le monde, du général au 1^{er} classe, du légionnaire au « bleu ». Subir un bombardement, perdre un camarade est toujours déstabilisant, par la nature de l'événement et par la résonance qu'il a sur le groupe. D'autre part, un homme qui a vécu

un événement traumatisant n'est pas plus aguerri. Au contraire, il est souvent plus fragile. C'est grâce au suivi psychologique qu'il récupère sa fonctionnalité psychique combattante. Prenez le bombardement des forces françaises à Bouaké, en Côte d'Ivoire, en 2004, qui a fait 9 morts et plus de 30 blessés graves. Aussitôt, le médecin militaire en charge des victimes demande le renfort d'un psychiatre. Sur place, celui-ci organise très vite des petits groupes de parole pour les 130 militaires valides qui ont vécu l'événement. Tous les jours pendant deux mois, le psychiatre parle avec eux, les amenant à formuler ce qu'ils croyaient incontestable. De retour dans leur famille, ils sauront trouver les mots pour exprimer ce qu'ils ont vécu, atténuant l'événement, réduisant, pour l'avenir, l'envergure d'un traumatisme.

Un combattant qui vit un traumatisme est-il apte à poursuivre sa mission ?
Oui, à condition d'être suivi par un médecin. À Bouaké, les tout premiers jours après l'attaque, le sentiment général des soldats était l'écoulement et la volonté de rentrer immédiatement chez eux rejoindre leurs proches. Au bout d'un mois, leur exigence n'était plus que de rentrer pour Noël. Au bout de deux, tous souhaitaient accomplir leur mission jusqu'au terme, prévu en mars... De retour en France, certains ont avoué : « Si nous étions rentrés dès le début, nous serions "mal" rentrés, nous aurions été incapables de nous sortir de cet événement, il fallait achever la mission. »

Propos recueillis par Yann Brand



Par sa cohésion, le groupe joue un rôle déterminant dans l'équilibre psychique de l'individu.

Base de toute préservation du capital humain, la prévention est une priorité du Service de santé des armées.

Mieux vaut prévenir que guérir. Lorsque l'on projette 3 000 hommes sur un théâtre d'opérations extérieures, pas question de laisser un problème d'ordre sanitaire menacer la santé des soldats et compromettre le bon déroulement d'une mission. À chaque arrivée de militaires sur un théâtre, un membre du service de santé tient une conférence de prévention à leur intention. Cette présentation fait le tour

des risques sanitaires encourus propres au pays dans lequel se déroule la mission, notamment en raison du climat et de la faune. En République de Côte d'Ivoire par exemple, le colonel Martinet, vétérinaire en chef, insiste particulièrement sur les dangers du mamba noir. « Ne pas stationner sous les arbres, car ce serpent est arboricole. Son mode d'attaque consiste à se laisser tomber des branches des arbres sur les épaules des hommes et à les mordre au cou. » Le conférencier insiste sur les précautions à prendre, qui



La prévention, **premier des a**

doivent devenir rapidement des habitudes de vie.

Moins exotique, mais aussi efficace, le personnel médical sur place rappelle également aux nouveaux venus les règles d'hygiène de base. Parmi lesquelles se laver les mains plusieurs fois par jour, maintenir une bonne hygiène corporelle afin d'éviter les infections, boire beaucoup d'eau pour ne pas se déshydrater, etc. Sur les théâtres soumis au climat tropical, la nécessité est rappelée aux soldats de prendre régulièrement leur trai-



Sur chaque théâtre, une instruction adaptée est délivrée aux troupes fraîchement débarquées.

L'eau consignée en bouteille comme celle distribuée par le réseau sur l'ensemble du camp est également garantie par des contrôles réguliers.

tement contre le paludisme, distribué individuellement sous forme de comprimés avant le départ et disponible au sein du camp.

Par ailleurs, le vétérinaire en chef effectue des contrôles sur la nourriture tous les trois mois, à la fois auprès des fournisseurs locaux et à l'intérieur des lieux de restauration du camp pour les denrées achetées en France. La qualité de l'eau consignée en bouteille comme celle distribuée par le réseau sur l'ensemble du camp est également garantie par des contrôles réguliers de chloration et de désinfection des réservoirs.

Préserver l'équilibre mental

Quel que soit le théâtre, l'attention des soldats est aussi fortement attirée sur les maladies sexuellement transmissibles et, particulièrement, sur le risque de contamination par le virus du sida durant des rapports non protégés. À Djibouti, par exemple, 75 % de la population est contaminée par le virus. En République

de Côte d'Ivoire, 400 000 jeunes femmes sont porteuses du virus. Des chiffres qui mettent en exergue l'importance cruciale de l'utilisation des préservatifs, distribués en grand nombre aux militaires.

Un esprit sain dans un corps sain... Dans le domaine psychologique, l'équilibre des soldats réside principalement dans l'esprit de groupe et la confiance qu'ils placent dans le commandement. Mais les hommes ne sont pas à l'abri d'événements susceptibles d'affecter leur mental. Et il est parfois nécessaire de recourir à un psychologue. Cette possibilité existe au sein des unités projetées. Mais elle résulte d'une démarche volontaire. Souvent, les soldats ont du mal à reconnaître leur état de détresse psychologique, craignant de tomber dans l'apitoiement sur soi. Malheureusement, l'acte suicidaire est un danger qu'il faut prendre en compte. Il importe que le recours au psychologue survienne avant que les problèmes ne prennent des proportions insurmontables.

Myriam Claude

Les animaux aussi...

En République de Côte d'Ivoire, 1 800 hommes... et 14 bergers belges malinois âgés de 3 à 9 ans composent la lotte Licorne. Chargés de la protection du camp de Port Bouët, à Abidjan, les chiens sont examinés chaque mois par le vétérinaire.

Parmi les principales mesures de prévention, l'accent est mis sur un abreuvement régulier pour faire face aux coups de chaleur et sur la surveillance des ceintures de leurs pelles, que le chaleur du goudron du tarmac à vite fait de mouliner.

actes médicaux



De plus en plus sollicités pour les opérations extérieures, les réservistes du Service de santé doivent faire leurs preuves au Raid médical d'évaluation des réserves. La dernière édition s'est déroulée en juillet dernier...

Un raid pour réservistes av a

Sur les hauteurs du col de Restefond, dans la région de l'Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence), 84 réservistes du Service de santé des armées (SSA) s'apprentent à participer au XIII^e Raid médical d'évaluation des réserves (RMER). Il est organisé une fois par an, et le dernier s'est déroulé du 30 juin au 4 juillet. « Nous évaluons leur niveau et nous les formons à s'intégrer rapidement à tout dispositif sanitaire militaire, sur le territoire national comme en opération extérieure », explique le médecin en chef Jean-Christophe Migot, chargé de l'organisa-

tion du raid. Et, comme le précise le pharmacien en chef Patrick Desbrosses, réserviste et directeur de l'équipe nationale de préparation du raid, « la France s'engage sur un nombre croissant de théâtres d'opérations et le SSA a besoin de réservistes pour ses hôpitaux de campagne. Je suis moi-même parti au Tchad et à Gâmbou, par exemple ».

Ce que confirme le médecin-général Patrick Bonnet, inspecteur technique des réserves du SSA : « Les réservistes sont envoyés pour des missions d'environ deux mois. L'année dernière, la participation de ces femmes et de ces hommes aux missions en opex représentait plus de 6 % du

personnel du SSA déployé sur le terrain. Cette année, au 30 juin, ce taux dépasse 9 % ».

Situation opérationnelle

Le raid entraîne ces médecins, infirmiers, brancardiers ou vétérinaires à exercer leur métier dans un contexte de guerre pour être pleinement opérationnels. C'est-à-dire, savoir prendre en charge des victimes et organiser leur évacuation en fonction du matériel et des moyens disponibles, mais aussi être capable de se déplacer en terrain miné ou de finir au Filas. « Cette année, nous avons choisi



« Ils font partie de notre service, au même titre que les gens d'active. »

Le raid est aussi l'occasion de développer chez eux un esprit de corps, de cohésion, nécessaire au bon déroulement d'une mission.

Devenir réserviste du Service de santé

Pour en savoir plus sur la réserve du Service de santé des armées (SSA) et consulter les démarches pour signer un Engagement à servir dans la réserve (ESR), il suffit de se rendre sur le site internet www.defense.gouv.fr/saah, puis de cliquer dans l'onglet « Votre

espace » sur la rubrique « Réservistes ». Les coordonnées des Directions régionales du service de santé des armées (DRSSA), à contacter pour obtenir des informations sur les profils recherchés et les postes à pourvoir, y sont notamment mises en ligne.

hypoxie (manque d'oxygène). « En altitude, il est indispensable de savoir se protéger de la chaleur, du froid mais aussi de la fatigue. Par exemple, en adoptant une alimentation hypercalorique, il est tout aussi important d'être capable de

visites se sont engagés car ils sont animés par un désir de participer à l'effort de défense du pays et d'apporter leur aide à autrui : aux militaires déployés sur des théâtres d'opérations, comme aux populations locales. « Sur le terrain, le

ant leur départ en opération

un site montagneux / il est important que les réservistes connaissent ce type de région, car beaucoup d'entre eux partent en mission en Afghanistan », poursuit le pharmacien en chef Patrick Desbrosses. L'environnement naturel et les conditions d'hébergement du raid ont sans nul doute participé à recréer une situation opérationnelle. Encadrés par les militaires du Centre d'instruction et d'entraînement au combat en montagne (CIECM) de Barcelonnette, les réservistes ont appris à connaître le milieu montagneux et ses risques – naturels : avalanches, éboulements... et médicaux : gelures, déshydratation, hypothermie,

lire une carte et d'utiliser des moyens de transmission », rapporte le médecin principal Xavier Birélli, réserviste au 2^e Régiment étranger de parachutistes de Cayli (Corse), qui a participé au raid. Malgré la fatigue et la dureté des épreuves, l'ambiance reste conviviale. « Comme beaucoup, je me suis engagé au sein de la réserve du SSA, car je souhaitais exercer en situation exceptionnelle », confie le médecin principal. « Le raid est aussi l'occasion de développer chez eux un esprit de corps, de cohésion, nécessaire au bon déroulement d'une mission », rappelle le médecin en chef Jean-Christophe Migot. Ces résen-

SSA mène en effet des actions humanitaires, telles que des campagnes de vaccination, en Afghanistan notamment. Une tradition d'aide aux populations, servie par la vocation des professionnels médicaux et paramédicaux », explique le médecin général Patrick Bonnet. « Si les réservistes sont indispensables aux armées, ils le sont d'autant plus au Service de santé des armées (SSA), car nous en avons un réel besoin, sur le territoire national comme en opex, ils font partie de notre service, au même titre que les gens d'active », conclut-il. ■

Linda Verhaeghe

INDUSTRIES & technologies

TANIA SOTTY



Un radeau pour le « Tonnerre »

La merne a testé le dispositif de sauvetage du bâtiment de projection et de commandement (BPC) Tonnerre. Il s'agit d'une rampe de 17 m reliée à un radeau, l'ensemble pouvant être largué par une porte d'accès à la mer située à l'avant de bâbord. En cas d'accident, les trois canots de sauvetage du Tonnerre rejoignent le radeau « mère », auquel ils sont ensuite assemblés, formant ainsi un groupe de 4 embarcations de survie de 400 places au total. L'intérêt du dispositif est double : rassembler les passagers en un seul endroit du navire et leur éviter de sauter à l'eau pour gagner le canot de survie. Le BPC Tonnerre et son sistership Mistral sont les seuls bâtiments de la merne à être équipés de ce système élaboré par la société australienne Life Raft Systems Australia.

Un nouveau drone pour l'armée de terre

L'armée de terre a reçu 25 Drones de reconnaissance au contact (Drac). Ses deux fuselages contiennent des caméras (optique et vision infrarouge), un GPS et une antenne de poursuite automatique, avec laquelle il peut communiquer avec une station au sol. Le Drac peut transmettre en temps réel les informations recueillies pendant 90 minutes, avec un rayon d'action de 10 km. Il est emballé dans deux sacs à dos individuels. Le matériel, livré le 30 juin 2008 par la Délégation générale pour l'armement (DGA), a pu déjà être testé au Kosovo entre juillet et septembre dernier. Cette dernière en a commandé 35 autres à EADS Defence&Security, qui assure la maîtrise d'œuvre du système.



Livraison du premier CAESAR

Le premier canon du système Caesar (Canon équipé d'un système d'artillerie) a été livré à l'armée de terre par la Délégation générale pour l'armement (DGA). Contrairement aux matériels existants (canons automoteurs et tractés), il est monté sur la plate-forme amovible d'un camion. Ce canon de 155 mm peut tirer à plus de 40 km en trois minutes. Il est transportable à bord d'un C130 Hercules ou d'un A400M, le futur avion militaire de transport. Sept autres exemplaires seront livrés à l'armée de terre d'ici à la fin de l'année. Le contrat Caesar, notifié à Nexter Systems il y a quatre ans, prévoit le développement, l'acquisition et le soutien de 77 unités, dont les livraisons s'étaleront jusqu'en 2011.



CHRISTOPHE PARDON - EADS

Vu

à Eurosatory

> le saviez-vous ?

Le Salon international de la défense terrestre, aéroterrestre et de la sécurité Eurosatory s'est déroulé du 16 au 20 juin dernier au Parc d'expositions de Paris-Nord Villepinte. Sur l'espace Innovation, quelques prototypes ont attiré notre attention...



Un bouclier intelligent pour blindés

Shark (System Hard Kill) est un « bouclier » intelligent pour blindés, capable de détruire un missile ou une roquette avant qu'elle n'atteigne sa cible. Il détecte et intercepte une munition tirée à 15 mètres. Ce

dispositif convient particulièrement aux blindés employés pour les affrontements en milieu urbain. Cette technologie a été mise au point par TDA (filiale de Thales) et par l'Institut franco-allemand de recherches Saint-Louis (ISL). L'innovation a reçu le prix 2008 Ingénieur général Chanson, décerné par l'Association de l'armement terrestre (AAT).



Aravis, blindé pour zone urbaine

Ce véhicule tout-terrain « super protégé », nommé Aravis, bénéficie de la protection maximale (niveau 4) pour ce qui est de la balistique, des mines, des fms d'artillerie ainsi que des engins explosifs improvisés (EEI). Armé par 2 hommes d'équipage, il peut transporter 6 fantassins et leurs équipements. Il est transportable par C130, A400M et Boeing C17. Développé par Nexter Systems, il est adapté aux missions de sécurisation et de maintien de la paix, notamment en zone urbaine.

Des jumelles nocturnes pour fantassins

Mini Display, jumelles de nouvelle génération, intègre un écran de visualisation sur lequel s'affichent des informations externes (le visuel d'une arme ou des données cartographiques), permettant d'améliorer la vision nocturne du fantassin. D'un poids de 370 g, elle peut être utilisée à des températures allant de -51°C à +51°C et même sous l'eau à une profondeur d'un mètre. Mini D a été développée par Thales en partenariat avec la société Batin dans le cadre d'un programme de la Délégation générale pour l'armement (DGA).



Robot longue distance

R-Trooper est un robot à propulsion hybride (thermique/électrique) capable de parcourir de longues distances et de fonctionner en mode « silencieux ». Robuste, il peut transporter des robots plus petits, destinés par exemple à des missions de reconnaissance sur le terrain. Une plate-forme modulaire lui permet de recevoir plusieurs types de capteurs : laser, radar, caméra...



Spy Arrow, mini-drone silencieux et ultraléger (moins de 1 kg au décollage), est un système entièrement autonome, du décollage à l'atterrissage, transportable et déployable par un seul opérateur. Il vole à une altitude comprise entre 30 et 250 mètres à une vitesse de croisière de 50 km/h et son autonomie est de 30 minutes. Les images et les données sont transmises en temps réel, avec une portée de 2 km. Ce mini-drone, développé par Thales, existe en version plus « lourde » (1,2 kg). Il est équipé pour la vision de nuit et sa portée est de 3 km. Spy Arrow est destiné à l'observation, à la reconnaissance et au contrôle de zones.



Reportage : **les soldats f**

Photographe au Service d'information et de relations publiques de l'armée de terre, l'adjudant Jean-Raphaël Drahi a réalisé, début 2008, un reportage sur les forces françaises près de Kaboul. Son travail a été primé au festival « Visa Df » du photoreportage amateur et professionnel de Perpignan.





Jean-Raphaël Drahi.
En reportage sur
moments et moments.

C'est une immersion dans la vie quotidienne des « soldats français au cœur de l'Afghanistan » que nous a proposée l'adjudant Jean-Raphaël Drahi, photographe du Service d'information et de relations publiques de l'armée de terre (SIRPA-terre). Son exposition a été présentée au Visa OIF, du 30 août au 13 septembre, pendant le Festival international de photojournalisme, Visa pour l'image, de Perpignan. En janvier dernier, l'adjudant Drahi a suivi les soldats français dans leurs missions de lutte contre les talibans dans la province du Logar, au sud-ouest de Kaboul. Il a participé à des actions de sécurisation et d'interception de talibans, mais aussi à des missions d'aide aux villageois réalisées par les médecins militaires. Une semaine avant l'exposition, la France perdait dix

soldats en Afghanistan. La question s'est posée de savoir s'il fallait présenter ce travail à Visa OIF. « Nous avons pensé un moment annuler l'expo. Mais j'ai nous a semblé que les Français devaient aussi recevoir ce témoignage, explique Jean-Raphaël Drahi. À travers ce reportage, je voulais montrer ce qu'était la vie des soldats libas. J'ai tenté de retranscrire l'ambiance, montrer les tensions mais aussi des instants de relâchement. » Ces clichés de l'adjudant Drahi donnent à voir des militaires confiants dans leur mission mais vigilants, parfois même sur leur garde. Sur certaines photos, le stress est visible sur les visages : comme sur celle de ce militaire en tenue de combat assis dans un blindé. « J'ai eu l'occasion de participer à pas mal d'opérations, mais je n'avais jamais ressenti une telle tension, témoigne l'adjudant Drahi. ▶

français en Afghanistan





► Avant tout, j'étais un soldat, et je prenais des photos lorsque cela était possible. J'étais dans un groupe, et je devais assurer

un deuxième hélico qui décolle, je me retourne et j'ai juste le temps de prendre ce cliché. L'œil de Jean-Raphaël Drahi

terribles. Cet hiver, les températures sont descendues jusqu'à -25°. Ils étaient pieds nus dans des barres en

le position, beaucoup d'entre elles auraient déjà quitté le pays... »

Ce reportage reste pour le photographe un moment inoubliable : « C'était mon quatrième reportage là-bas. Je suis tombé amoureux de l'Afghanistan. C'est un pays qui nous « bouffe ». Je donnerais toute mes permissions pour pouvoir y repartir. C'est le paradis des photographes : les paysages, les gens, les coutumes... On se sent sur une autre planète. »

Carine Bobbers

L'hélicoptère vient de nous déposer près d'un village... Soudain

un autre hélico décolle : j'ai juste le temps de prendre le cliché.

la sécurité dans un contexte à haut risque. Dès qu'on sortait du camp, on ne savait pas à quel point cela allait être sauté ou exploser... »

Le Famas dans une main, l'appareil photo dans l'autre, Jean-Raphaël Drahi a souvent raté de belles occasions pour prendre des images. Mais il y a des moments inespérés, comme celui qui lui a permis de fixer cet hélicoptère s'élevant dans un nuage de neige. « Cette photo est un gros coup de chance. L'hélico vient de nous déposer près d'un village. Tout le monde court pour se positionner. Soudain, j'entends

l'autre hélico qui décolle. Je me retourne et j'ai juste le temps de prendre ce cliché. L'œil de Jean-Raphaël Drahi

plastique... » Il est essentiel que les organisations non gouvernementales (ONG) puissent venir en aide aux populations, ajoute-t-il. Sans la présence des forces armées de

Un autre regard sur l'engagement français

Présentée au festival Visa 01 à Perpignan, l'exposition « Soldats français au cœur de l'Afghanistan » a reçu 14 000 visiteurs. « Ce n'est pas facile de présenter son travail dans le cadre d'un festival, explique l'adjudant Drahi. On s'expose forcément à la critique, mais c'est elle qui fait avancer. C'est très positif, car je suis obligé d'aller de l'avant. Ces photos ont sauté les yeux des visiteurs. Une femme s'est même approchée de leur auteur pour lui confier son émotion : « Grâce à vous, j'ai une autre vision de l'engagement français en Afghanistan. Je comprends ce que les soldats peuvent y faire. » L'adjudant Jean-Raphaël Drahi a été récompensé par le prix spécial du jury. « C'est une récompense à la fois pour moi et pour tous ceux grâce à qui l'exposition a pu avoir lieu. »

Pour être au cœur de la défense...



Chaque mois, découvrez nos forces en action, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement.

Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire.

Avec ses 68 pages et sa version en ligne, Armées d'aujourd'hui nouvelle formule est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

ABONNEZ-VOUS À ARMÉES D'AUJOURD'HUI

10 numéros par an

Abonnement	Normal			Spécial*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Bulletin d'abonnement

Nom et prénom _____

Grade ou fonction _____

Adresse _____

Localité _____ Code postal _____

Renseignements statistiques _____

Âge _____ Profession _____ Secteur d'activité _____

Nom de l'entreprise _____

Abonnement souhaité

Normal Spécial France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Iry sur Seine CEDEX.

Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 52 68

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 06/01/78.

A s s o c i a t i o n s

L'ÉPAULETTE : RÉSEAU D'ENTRAIDE ET DE RAYONNEMENT



L'Épaulette est une association nationale d'officiers fondée en 1964.

Ses statuts lui assignent deux missions principales : entraide et rayonnement. Elle consacre prioritairement ses ressources

humaines et financières au soutien de ses membres qui ont besoin d'aide, y compris dans leur parcours professionnel civil. Elle contribue aussi au rayonnement des armées et cherche à valoriser, de façon plus globale, les missions et les engagements des officiers dans les missions de sécurité et de défense de notre pays.

En ce sens, l'entraide et le rayonnement sont les deux facettes d'une même mission : la défense des intérêts moraux et matériels de ses membres. Elle offre à ceux-ci des services de qualité dans les domaines du conseil, de l'information, de l'entraide mutuelle et des actions sociales, tout en entretenant les liens de solidarité entre les promotions d'officiers, leurs familles et les générations. Cette association est reconnue d'utilité publique et offre la particularité de regrouper aujourd'hui plus de 4 000 officiers de tous grades de l'armée de terre, de la gendarmerie, du Service de santé des armées et du Service des essences des armées. Ses membres sont en majorité des officiers en activité (62 %), impliqués dans toutes les organisations de la Défense : des hommes et des femmes de réflexion et d'action, rompus aux contraintes des situations de crises internationales et adaptés à leur temps. Un peu plus d'un tiers (38%) appartiennent à la réserve ou sont retirés des affaires. L'Épaulette met en œuvre une démarche fondée sur l'action d'un réseau national d'officiers bénévoles qui lui permet d'agir sur l'ensemble du territoire national, dans les DOM-TOM et Outre-mer, au plus près de ses membres, et en synergie aussi bien avec les administrations et organismes concernés par les questions de Défense qu'avec le monde civil : entreprises, administrations, associations...

En termes de communication, L'Épaulette met à la disposition de ses membres une revue trimestrielle, publiée à environ 30 000 exemplaires par an, et un site Internet. Elle manifeste son ambition de développer de nouveaux projets, notamment ceux dans lesquels l'information ciblée et le conseil aux adhérents actuels et futurs tiennent un rôle majeur, faisant du contact personnel un élément incontournable. Le numéro 156 de la revue, « nouvelle formule », paraîtra en novembre !

Renseignements : Association L'Épaulette

Siège social : Fort Neuf de Vincennes, Cours des Maréchaux,
94300 Vincennes

Adresse postale : BP 115 - 00481 Armées

Contact : 01 41 93 35 35 - Fax : 01 41 93 34 86 - Courriel :
lepaulette@wanadoo.fr - Site Internet : www.epaulette.org

> associations

AGENDA

LAPÉROUSE
ET LES EXPLORATEURS
DU PACIFIQUE

Les 17 et 18 octobre, dans le cadre de son exposition « Le mystère Lapérouse », le Musée national de la Marine organise un colloque international consacré aux grandes expéditions françaises des XIX^e et XX^e siècles dans le Pacifique. Les sujets scientifiques, pratiques et commerciaux de ces campagnes seront étudiés à la lumière des enjeux stratégiques et internationaux de cette époque.

Musée national de la Marine -
Palais de Chaillot - 17 place
du Trocadéro - 75116 Paris
Entrée libre. Réservation obligato-
toire au 01 53 60 60 53.

LA BD PREND L'AIR

Les 16 et 17 octobre, le musée de l'Air et de l'Espace organise la 4^e édition des « Rencontres de la Bande dessinée aéronautique et spatiale ». Des jeunes dessinateurs et scénaristes présenteront des œuvres inédites comme Francis Bergère (Buck Danny, Xan 2000) ou encore Marvano (« La guerre atomique »). Au programme : dédicaces, animations, conférences, ainsi que des visites guidées animées par les auteurs de BD.

Musée de l'Air et de l'Espace -
Aéroport de Paris-Le Bourget -
www.museedelair.org

MARKIS : PORTRAITS
AU CAMP DES INVISIBLES

Jusqu'au 15 novembre, le musée de l'Armée présente une exposition photographique de Elise Cornu. Le photographe raconte en 90 clichés les Markis au camp de Fyvesse (Bouches-du-Rhône), dont elle a partagé le quotidien pendant plus d'un an. Cette exposition se tient dans les galeries de la tour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides.

Musée de l'Armée - 129 rue de
Drouot - 75007 Paris, Gratuit
tous les jours de 7 h 30 à 19 h
www.musee-larmee.org

DESSINS POUR LA PAIX

Jusqu'au 15 décembre, le Centre Mondial de la Paix propose une exposition de dessins de presse réalisés par des dessinateurs de toutes nationalités. Des ateliers pédagogiques autour de la liberté de la presse et de la liberté d'expression seront proposés aux enseignants de collège et de lycée. Centre Mondial de la Paix - Palais épiscopal - place Monsieur Groult - 50120 Verthuis, Tarif : 3 T.
www.northernworldpeace.com



CARREFOUR INTERARMÉES POUR LA RECONVERSION DES MILITAIRES ET L'EMPLOI DES CONJOINTS



Jeudi 27 novembre 2008 - 9h à 14h
École Militaire, 1 place Joffre - Paris 7^{ème}

200 recruteurs à votre écoute

 *École Militaire*

 28, 42, 68, 80, 82, 87, 92

Infos : 01 53 95 15 15

www.reconversion-militaire.fr

Illustration: DCC - 2008 - 1000 - 1000 / 1000 - 1000





Evacuation sanitaire d'un soldat français à bord d'un Breguet XIV T bis, sur le terrain d'aviation de Damas, en Syrie, en septembre 1925, lors de l'insurrection des Druzes.

Après le démantèlement de l'empire ottoman qui a succédé à la Première Guerre mondiale, la Société des Nations a mandaté la France pour une mission de pacification en Syrie et au Liban. Entre 1925 et 1927 les Français durent faire face à un soulèvement des populations locales, les Druzes, implantés dans les deux pays, qui contestaient leur autorité. Ce soulèvement se transforma en ce que l'on a appelé la « révolte des Druzes ».

La médecine militaire de la guerre de Troie à nos jours

Jusqu'aux guerres napoléoniennes, on laissait les blessés mourir sur les champs de bataille. La mortalité des blessures a diminué avec les progrès de la médecine, mais aussi avec la prise de conscience qu'il fallait soigner au plus près des lignes.

A l'ort qu'Homère fait état d'une mortalité des blessures de plus de 80 % pendant la guerre de Troie, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce taux est inférieur à 5 %. Cet écart s'explique par les progrès réalisés dans la chirurgie, l'hygiène et l'anesthésie-réanimation. Ambroise Paré (1510-1590) pratique l'amputation et réintroduit la ligature, déjà connue à l'époque romaine. Avec l'anesthésie générale, apparue au milieu du xix^e siècle, le chirurgien peut exercer son art sans être gêné par la souffrance des blessés. Utilisé pour la première fois en opérations lors de la guerre de Crimée (1853-1856), le chloroforme remplace l'alcool et les dérivés de l'opium qui seuls, auparavant, atténuent la douleur de l'acte opératoire. Depuis une cinquantaine d'années, la transfusion permet de compenser les pertes sanguines des blessés. Plus récemment encore, les chirurgiens américains apprennent à traiter des blessures par armes à feu, devenues de plus en plus courantes en milieu urbain, réduisant leurs gestes initiaux au minimum nécessaire à la survie du patient. Ils ne complètent le traitement qu'après la stabilisation qu'aura permise un séjour en réanimation. Ce mode opératoire a été repris par la chirurgie militaire.

Medicalisation de l'avant

Encore faut-il pouvoir amener les blessés jusqu'au chirurgien. Il a fallu beaucoup de temps pour comprendre que les unités de combat devaient être encadrées aussi par du personnel sanitaire, une idée qui paraît essentielle aujourd'hui. Cette médicalisation



DR JEAN-JACQUES ARZULIER
MÉDECIN - EN - CHEF
DIRECTEUR DU SAMU 93.

de l'avant, qui vise à assurer un « conditionnement minimal de survie », est présente dans l'armée byzantine, à l'état rudimentaire. En France, ce n'est qu'à la fin du xix^e siècle que l'on prend conscience de la nécessité de prendre en charge les blessés au plus près de la ligne de bataille. C'est ainsi que Larrey* conçoit son ambulance « volante » en 1792. L'organisation d'une chaîne médicale pour assurer des soins continus à un grand nombre de blessés se développe réellement lors de la guerre de Sécession. Quant au transport des blessés par voie aérienne, il ne débute vraiment qu'avec la Seconde Guerre mondiale et se transforme radicalement, après 1944, avec l'apparition de l'hélicoptère.

Le triomphe de la pénicilline

Mais les blessés ne sont pas victimes de la guerre seulement. Les pertes dues aux maladies ont longtemps dépassé de loin les pertes au combat. La révolution pasteurienne, le développement de l'hygiène et l'introduction de la vaccination réduisent progressivement leur importance à partir de la seconde moitié du xix^e siècle. Déjà, durant la guerre russo-japonaise (1904-1905), les maladies font moins de victimes que les projectiles. Enfin, la Seconde Guerre mondiale verra le triomphe de la pénicilline dans l'armée américaine, un progrès majeur dans le traitement des infections de toutes origines. ■

* Le baron Jean-Dominique Larrey (1756-1842), chirurgien militaire français, accompagne Napoléon durant toutes ses campagnes jusqu'à Moscou, puis fut professeur à l'hôpital du Val-de-Grâce (Paris).

**Le
livre
du
mois**



**3 QUESTIONS AU
colonel Benoît Royal**

auteur de
L'ÉTHIQUE DU SOLDAT FRANÇAIS
*Ed. Economica, collection Stratégie
et Doctrines, 724, 18 €*

Pourquoi ce livre aujourd'hui ?

J'ai commencé à le rédiger il y a presque trois ans : quelques mois après l'affaire Mahé, ce douteur de route insolent achevé par des soldats français. J'étais alors chef de corps du 11^e Régiment d'artillerie de marine, et j'ai voulu faire réfléchir mes cadres sur ce sujet et recueillir leurs réactions. J'ai alors été frappé par deux choses. Tout d'abord, en dehors des sujets généraux de dimension philosophique, il n'existait aucun écrit rapportant des exemples vécus sur lesquels je pouvais m'appuyer. Puis, j'ai réalisé que les convictions éthiques de mes cadres étaient loin d'être unies. Ils se posaient beaucoup de questions et étaient à la recherche de références concrètes.

À qui s'adresse-t-il plus particulièrement ?

Mon intention de départ était de rédiger un recueil de témoignages à destination de tous ceux qui, du chef de groupe au commandant de régiment, de base ou de bateau, exercent une responsabilité de commandement. J'ai ensuite pris conscience que ce sujet intéressait également nos concitoyens. J'ai voulu leur faire comprendre la gravité des situations non contrôlées et quelles questions essentielles elles suscitaient dans l'emploi de la force militaire.

Votre livre contient beaucoup de témoignages anonymes. Comment les avez-vous choisis ?

J'ai d'abord collecté des témoignages directement auprès de chefs dont je connaissais les expériences et qui se sont volontiers confiés. Par la suite, au cours de rencontres occasionnelles, j'ai pu recueillir d'autres récits, souvent très émouvants, auprès d'acteurs de tous grades. Certains ont témoigné librement, mais d'autres ont voulu garder l'anonymat. J'ai donc pris le parti de laisser tous les témoignages anonymes. Ceci ne m'a pas empêché de remercier nominativement la majorité de leurs auteurs en fin d'ouvrage, sans trahir leur volonté de discrétion.

Le terrorisme n'est pas la guerre

« La guerre au terrorisme ne peut être qu'une métaphore dans une lutte où le simple fait d'identifier l'ennemi pose problème. » Prenant pour point de départ l'échec des actions menées jusqu'à présent, Christian Chocquet, colonel de gendarmerie et docteur en sciences politiques, apporte une réflexion nouvelle sur la lutte contre le terrorisme. Démontrant que ce combat ne peut être efficace dans la lecture actuelle que nous en faisons, il propose dans cet ouvrage des pistes de réflexions nouvelles.

Christian Chocquet, ed. Valbert, 208 p., 25 €



**Collections des chercheurs
militaires**



Le Centre d'études et de recherche de l'École militaire (CEREM), rattaché à l'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN), édite chaque année une dizaine d'ouvrages sur le monde conflictuel contemporain, le traitement des crises ainsi que leurs aspects diplomatiques et juridiques. Vient de paraître les numéros 31 :

« Reussir avec l'Onu, l'exemple du Congo Kinsasa », de Christian Houdelet, et 32 : « Les nouveaux mercenaires : la fin des tabous », de Jean-François Hogard, Bruno Le Roy, Patrick Paonoff et Thierry Rousseau.

Collection des chercheurs militaires, de Stratégies éditions, CEREM, 18 €

Du maquis aux parachutistes SAS

Jack Quillet nous livre dans cet ouvrage le récit épique de ses aventures durant la seconde guerre mondiale. D'abord comme chef d'équipe brancardier dans un régiment d'infanterie, il participera à des missions d'infiltration en tant que parachutiste du SAS (Special Air Service) en 1944-1945. Tour à tour prisonnier, évadé, résistant, en France, en Espagne ou au Portugal, il fut l'un des compagnons de la première heure du général De Gaulle.

Jack Quillet, Albin éditions, 202 p., 14,80 €



« Les fragments d'Antonin » (DVD)



Le film Les fragments d'Antonin, du réalisateur Gabriel Le Bomin, auquel le ministère de la Défense s'est largement associé, vient de sortir en DVD. L'armée de terre a assuré le conseil technique. La construction des décors a été réalisée par le 10^e Régiment du génie à Valdehon (Doubs). Ce long métrage sur les traumatismes de la première guerre mondiale (1914-1918) raconte l'histoire du professeur Labrousse, médecin militaire et pionnier dans le traitement des chocs traumatiques (troubles psychiques). En 1918, ce médecin se passionne, entre autres cas, pour celui d'un soldat : Antonin. Sans blessure apparente, ce dernier est pourtant lourdement meurtri par les combats dans les tranchées. Sorti en salle en novembre 2006, ce film a été unanimement salué par la critique et nommé au César 2007 dans la catégorie « Premier film ».

de Gabriel Le Bomin, DVD, 19,99 €



Assurances Auto et Habitation AGPM



Deux contrats
cumulés :
il suffit d'y penser
pour moins
dépenser !



-25%*

sur vos premières cotisations annuelles
Auto et Habitation AGPM
pour toute souscription simultanée
entre le 15 septembre et le 31 octobre 2008.

Appelez le 32 22** ou visitez agpm.fr

* Réduction en conditions
de concurrence déloyale (voir l'article 102 du Code de Commerce)
** Service Client AGPM : 02 20 20 20 20
AGPM Assurances, 10 rue de la République, 92000 Nanterre

AGPM

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE